



Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale

**MISE A JOUR ADMINISTRATIVE ET AUGMENTATION
DE TONNAGES**

Site SECAF-CHAMFRAY, Vougy (42)

3. Etude d'incidence

Juillet 2023



Système de
management
ISO 14001:2015

www.tuv.com
ID 9105081792



**115, chemin des Grépilles • 42720 Vougy
Tél. 04 77 60 07 73**

accueil@secaf-chamfray.com • www.secaf-chamfray.com

SARL au capital de 16 200 € • Siège social : 115, chemin des Grépilles • 42720 Vougy • RCS Roanne 350 458 667

SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION.....	5
1.1.	Présentation de l'étude d'incidence environnementale.....	7
1.2.	Présentation du projet.....	8
1.2.1.	Localisation du projet.....	8
1.3.	Aires d'études.....	9
2.	METHODOLOGIE DE L'ETUDE D'INCIDENCE.....	10
2.1.	Généralités.....	11
2.2.	Evaluation préliminaire des impacts.....	11
3.	MILIEU HUMAIN.....	15
3.1.	Population et habitat.....	16
3.1.1.	Etat initial.....	16
3.1.2.	Impacts et mesures.....	19
3.2.	Patrimoine culturel.....	19
3.2.1.	Etat initial.....	19
3.2.2.	Impacts et mesures.....	20
3.3.	Activités économiques.....	20
3.3.1.	Etat initial.....	20
3.3.2.	Impacts et mesures.....	25
3.4.	Risque technologique.....	25
3.4.1.	Risque industriel.....	25
3.4.2.	Transport de matières dangereuses.....	27
3.4.3.	Impacts et mesures.....	27
3.5.	Circulation et trafic.....	27
3.5.1.	Etat initial.....	27
3.5.2.	Impacts et mesures.....	31
3.6.	Envols et poussières.....	31
3.6.1.	Etat initial.....	31
3.6.2.	Impacts et mesures.....	33
3.7.	Bruit, vibration et émissions lumineuses.....	33

3.7.1.	État initial.....	33
3.7.2.	Impacts et mesures	40
3.8.	Maitrise des nuisances olfactives.....	41
3.8.1.	Etat initial.....	41
3.8.2.	Impacts et mesures	42
4.	MILIEU NATUREL.....	43
4.1.	Biodiversité	44
4.1.1.	État initial.....	44
4.1.2.	Impacts du projet.....	51
4.2.	Paysage.....	52
4.2.1.	État initial.....	52
4.2.2.	Impacts et mesures	54
5.	MILIEU PHYSIQUE.....	55
5.1.	Climat	56
5.1.1.	État initial.....	56
5.1.2.	Impacts et mesures	58
5.2.	Relief et topographie.....	58
5.2.1.	État initial.....	58
5.2.2.	Impacts et mesures	59
5.3.	Risques naturels.....	59
5.3.1.	Etat initial.....	59
5.3.2.	Impacts et mesures	61
5.4.	Qualité des sols	62
5.4.1.	État initial.....	62
5.4.2.	Impacts et mesures	64
5.5.	Géologie	65
5.5.1.	État initial.....	65
5.5.2.	Impacts et mesures	66
5.6.	Hydrogéologie et hydrologie	67
5.6.1.	État initial.....	67
5.6.2.	Impacts et mesures	71

5.6.3.	Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE	79
5.7.	Qualité de l'air	81
5.7.1.	État initial	81
5.7.2.	Impacts et mesures	83
6.	ETUDE DE RISQUES SANITAIRES (ERS)	85
6.1.	Objectif et cadre méthodologique	86
6.1.1.	Objectif	86
6.1.2.	Principes et méthodologie de l'étude de risque sanitaire	86
6.2.	Evaluation de l'exposition humaine	87
6.2.1.	Les cibles	87
6.2.2.	Les vecteurs de transfert et voies d'exposition	89
6.3.	Evaluation des émissions de l'installation	90
6.3.1.	Danger de nature chimique	90
6.3.2.	Danger de nature biologique	91
6.3.3.	Danger lié aux poussières	92
6.3.4.	Danger lié aux émissions de fibres d'amiante	93
6.3.5.	Danger lié au bruit	93
6.3.6.	Danger lié à la prolifération d'insectes et d'animaux nuisibles	94
6.4.	Interprétation de l'état des milieux	94
6.5.	Caractérisation des risques et conclusion	94
7.	GESTION DES DECHETS	95
7.1.	Gestion des déchets du site	96
7.2.	Déchets produits	96
8.	CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION	97
9.	MESURES DE SUIVI	99
10.	CONCLUSION	101

1. *Introduction*



Le présent document correspond à la « pièce n°3 – Etude d'Incidence » du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale. Ce dernier détaille les impacts sur l'environnement que le site est susceptible d'engendrer et, surtout, les mesures qui seront mises en œuvre par l'exploitant dans le but de les éviter, de les réduire voire de les compenser.

Les détails techniques de la conception et des conditions d'exploitation de l'installation sont donnés dans la « pièce n°2 – Dossier Technique » de la présente demande.

Pour rappel, la société SECAF-CHAMFRAY, filiale du groupe BRANGEON, exploite un site de gestion des déchets sur la commune de Vougy dans le département de la Loire (42). Actuellement, cette déchèterie est autorisée sous le régime de la Déclaration Contrôlée.

Les activités de la société SECAF-CHAMFRAY sont principalement :

- › La collecte des déchets ménagers ;
- › La collecte des points d'apport volontaire ;
- › Le transport de déchets issus de déchèteries communales et des industriels ;
- › La déchetterie professionnelle de Vougy ;
- › Le tri et la valorisation des déchets des collectivités et des industriels.

Le site de Vougy, également siège social de la société, est actuellement classé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous le seuil de la déclaration, et regroupe les activités suivantes :

- › Déchetterie professionnelle : collecte de déchets non dangereux ;
- › Déchetterie professionnelle : collecte de déchets dangereux ;
- › Transit, regroupement ou tri de papiers/cartons, plastiques, bois ;
- › Transit, regroupement ou tri de verre ;
- › Transit, regroupement ou tri de déchets ultimes, déchets verts, DIB... ;
- › Traitement de déchets non dangereux ;
- › Stockage de bois ou de matériaux combustibles ;
- › Broyage, concassage, criblage... des substances végétales et tous produits organiques naturels.

La société SECAF-CHAMFRAY souhaite aujourd'hui faire évoluer ses activités et notamment la capacité de déchets dangereux et non dangereux réceptionnés sur site, ce amènera à classer l'activité sous le seuil de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le présent dossier a donc pour objet de solliciter auprès du Préfet de la Loire l'autorisation d'exploiter le site de Vougy selon les conditions présentée ci-après.

1.1. Présentation de l'étude d'incidence environnementale

La réalisation de l'étude des impacts ou des incidences d'un projet sur son environnement est prévue dans le livre I Titre VIII du Code de l'environnement, relatif à l'autorisation environnementale.

Selon l'annexe à l'article R122-2, le site de Vougy relève de la rubrique 1a) Installations classées pour la protection de l'environnement - Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. A ce titre, le projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, déposée le 9 mars 2023, et examinée par l'autorité en charge de l'examen au cas par cas. Après instruction de cette demande, et au vu des incidences prévisibles de l'installation sur son environnement, le projet a été dispensé d'étude d'impact par décision préfectorale du 13 avril 2023 (Décision n°2023-ARA-KKP-4345). Conformément à l'article R181-13 du Code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation environnementale comprend de ce fait une étude d'incidence environnementale.

[Voir Décision Cas par Cas, en annexe 1]

Cette étude d'incidence environnementale prend en compte toutes les perturbations susceptibles d'être générées par l'installation sur la base des caractéristiques du site existant : zone d'activités, urbanisme, infrastructures, géologie, hydrogéologie, climat, circulation, espaces verts, richesses naturelles, patrimoine culturel... Elle précise notamment les mesures mises en œuvre pour remédier à ces perturbations et éviter les nuisances. Quand cela s'avère nécessaire, les caractéristiques techniques de ces mesures sont développées dans le dossier technique et l'étude de dangers.

L'étude d'incidence s'articule autour de trois grandes parties qui examinent :

- › Le **milieu humain** (activités économiques, urbanisme, infrastructures, circulation, patrimoine culturel...) ;
- › Le **milieu naturel** (richesses naturelles, environnement faunistique et floristique...) ;
- › Le **milieu physique** (géologie, hydrogéologie, climat, énergie...).

L'étude d'incidence environnementale, conformément à l'article R181-14 du Code de l'environnement, présente successivement pour chaque thématique :

- › L'« **état initial** », indiquant les éléments permettant de caractériser la situation existante sur le site et ses abords ;
- › La partie « **impacts** », s'attachant à inventorier et à développer les effets prévisibles négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et/ou permanents de l'installation sur l'environnement ;
- › Les « **mesures** », qui seront mises en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs que l'installation pourrait occasionner vis-à-vis de la population locale et de l'environnement au sens large. Des mesures de suivi doivent être proposées.

Conformément à la réglementation, les points suivants sont également examinés :

- › Etat de **pollution des sols** sur lesquels est sise l'installation ;
- › Evaluation des impacts sur la **santé** ;
- › **Raisons pour lesquelles le projet a été retenu** parmi les alternatives au regard notamment des enjeux relatifs à la gestion de l'eau ;
- › Conditions de **remise en état** du site ;
- › **Mesures de suivi.**

Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans la présente étude d'incidence, celle-ci fait l'objet d'un résumé non technique dans une pièce dédiée du dossier de demande d'autorisation environnementale.

1.2. Présentation du projet

1.2.1. Localisation du projet

Le site du projet est localisé sur la commune de Vougy, dans le département de la Loire (42). Il se situe au sud de la ville, à proximité de Roanne.

L'adresse du site est la suivante :

115 Chemin des Grépilles
42 720 VOUGY

L'emprise globale du site couvre une superficie de 15 013 m² et est localisé sur les parcelles suivantes :

Tableau 1. Parcelles cadastrales du site SECAF-CHAMFRAY

N° de Parcelle	Superficie totale (m ²)	Superficie appartement au site (m ²)
C1480	8 029	8 029
C1487	2 760	2 760
C1488	2 225	2 225
C1489	738	738
C1490	1 261	1 261
Total site		15 013 m ²

1.3. Aires d'études

Pour l'élaboration du dossier, l'aire d'étude utilisée, notamment pour la réalisation de l'état initial et l'évaluation des incidences correspond à un rayon 2 km centrée sur le projet ICPE (principales communes comprises dans le rayon d'enquête publique). Cette aire est suffisante pour appréhender l'ensemble des enjeux et incidences du projet.

Suivant les incidences étudiées cette aire d'étude pourra être reconsidérée dans les différents paragraphes.

2. *Méthodologie de l'étude d'incidence*



2.1. Généralités

L'exploitation d'un tel site peut potentiellement générer des nuisances ou impacts sur le milieu environnant, les plus fréquents étant les suivants :

- › Nuisances sonores liées aux activités sur le site et au fonctionnement d'équipements bruyants, au trafic routier sur site et aux alentours ;
- › Nuisances visuelles liées à la vue potentielle sur les déchets réceptionnés et aux éventuels envols, à la modification de l'environnement paysager (plus ou moins importante suivant la zone d'implantation) ;
- › Nuisances environnementales liées aux émissions de gaz à effet de serre (GES) par les véhicules et les engins, aux envols de déchets, aux pollutions des sols de par la présence de déchets, aux émissions de polluants atmosphériques et de poussières aux éventuelles pollutions des eaux superficielles et/ou souterraines.

Dans la présente étude, l'ensemble des nuisances ou impacts identifiés est étudié.

2.2. Evaluation préliminaire des impacts

Afin de faciliter la lecture de l'étude, une première analyse des impacts a permis de caractériser les impacts identifiés selon :

- › La source de l'impact ;
- › La délimitation de la zone d'effet ;
- › La sensibilité du milieu ;
- › Leur facilité ou non à être détectés ;
- › Leur réversibilité ;
- › Leur importance.

La **zone d'effet** dépend de l'ampleur de l'impact considéré. On peut envisager :

- › Qu'il se limite au **site**, quand il est circonscrit et touche une faible superficie ;
- › Qu'il concerne les **abords proches**, si la perturbation touche une zone plus vaste qui dépasse l'étendue de l'empreinte du projet (quelques centaines de mètres) ;
- › Qu'il couvre un **périmètre élargi** si la perturbation touche de vastes territoires (communes limitrophes et plus vaste). Ainsi le périmètre élargi couvre de vastes territoires. Les impacts sur le climat, sur le milieu naturel et sur la circulation sont les plus susceptibles de concerner un périmètre géographique étendu.

La **sensibilité du milieu** exprime le risque de modification ou de perte de tout ou partie de sa valeur en raison de la réalisation du projet. Elle est aussi liée à l'intensité de la perturbation et peut être :

- › **Faible** : si le milieu a peu de risque d'être affecté par la perturbation ;

- › **Moyenne** : si la perturbation est susceptible d'avoir des conséquences non négligeables sur le milieu récepteur ;
- › **Forte** : si l'impact non maîtrisé est susceptible d'avoir de graves conséquences sur le milieu récepteur.

La **détectabilité** se réfère à la possibilité de détecter rapidement les effets d'une perturbation. Elle peut être :

- › **Facile** : si une simple observation permet d'évaluer les effets de l'impact étudié ;
- › **Difficile** : si les effets de la perturbation sont compliqués voire impossibles à percevoir immédiatement.

La **réversibilité** touche au caractère temporaire ou permanent de l'impact.

L'**importance** de l'impact concerne la gravité de la perturbation en termes de perception ou d'appréhension par les riverains : plus le nombre de points est élevé, plus l'impact est redouté.

Le tableau suivant constitue une matrice préliminaire d'analyse des impacts. Il liste l'ensemble des impacts identifiés et les caractérise en fonction des différents critères énoncés précédemment.

Légende

Importance :

...	Grande
..	Moyenne
.	Faible
o	Négligeable

Tableau 2. Evaluation préliminaire des impacts du projet

Nature de l'impact potentiel	Source	Zone d'effets	Sensibilité	DéTECTABILITÉ	RéVERSIBILITÉ	Importance
Poussières/envols/odeurs	Exploitation et manipulation de déchets	Abords proches	Moyenne	Facile	Oui	••
Nuisances sonores et vibrations	Véhicules, engins et équipements	Abords proches	Faible, moyenne localement	Difficile à grande échelle, Facile localement	Oui	••
Circulation et réseaux de transport	Apport et évacuation de déchets et matériaux	Périmètre élargi	Moyenne	Difficile	Oui	••
Impacts paysagers	Ensemble des installations	Abords proches	Faible	Facile	Oui	••
Impacts sur les sols, les eaux superficielles et souterraines	Eaux de ruissellement	Abords proches	Moyenne	Difficile	Oui	•
Milieu naturel et espèces	Exploitation du site	Périmètre élargi	Faible	Difficile	Oui	•
Activités économiques	Exploitation du site	Abords proches	Faible	Difficile	Oui	•

Nature de l'impact potentiel	Source	Zone d'effets	Sensibilité	Détectabilité	Réversibilité	Importance
Impact sur les ressources (eau, énergie)	Exploitation du site	Périmètre élargi	Faible	Facile	Non	•
Impact sur les facteurs climatiques	Circulation, consommation d'énergie sur site	Périmètre élargi	Faible	Difficile	Non	•
Impact sur le patrimoine historique et archéologique	Extension de l'installation	Abords proches	Faible	Facile	Non	•
Impacts sanitaires, émissions atmosphériques	Circulation des poids lourds et engins, émissions de poussières	Abords proches	Moyenne	Difficile	Non	•

3. *Milieu humain*



3.1. Population et habitat

3.1.1. *Etat initial*

3.1.1.1. A l'échelle régionale et départementale

Selon les chiffres de l'INSEE, la population légale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019 est de 8 042 936 habitants. Elle constitue ainsi la deuxième région française la plus peuplée.

La population du département de la Loire était de 765 634 habitants en 2019, quatrième département de la région. La croissance annuelle moyenne de ce département est de 0,2% entre 2013 et 2019.

3.1.1.2. A l'échelle locale

Le site du projet se situe sur la commune de Vougy dans le département de la Loire (42). La commune de Vougy comptait 1 488 habitants en 2019 et présentait une densité de 71,2 hab/km². Charlieu-Belmont Communauté, Communauté de Communes composée de 25 communes dont Vougy, comptait, elle, 23 453 habitants.

Comme le présente la figure ci-dessous, les communes voisines situées dans un rayon de 2 km autour du site sont :

- › Vougy ;
- › Mably ;
- › Roanne ;
- › Perreux.

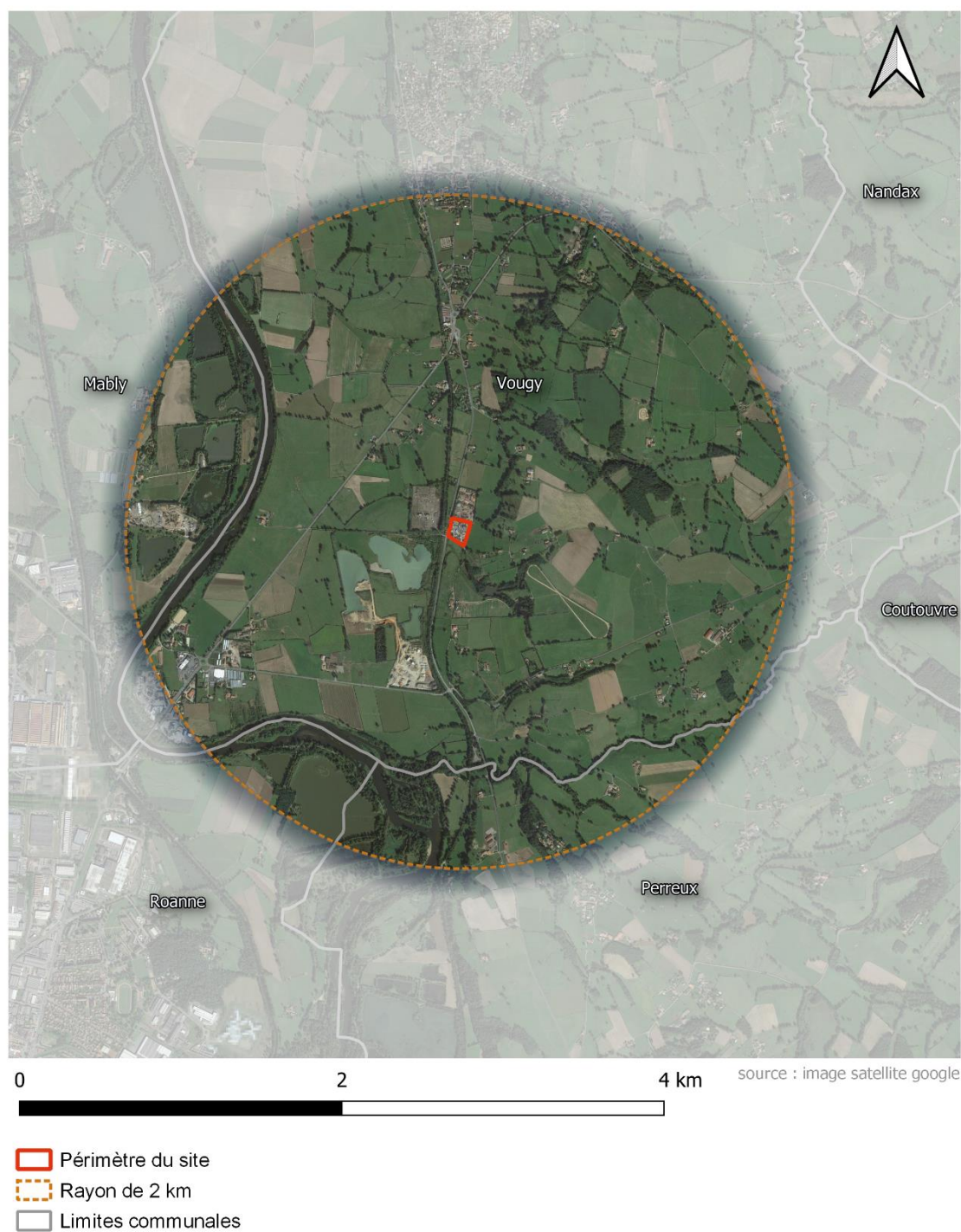


Figure 1. Communes présentes dans un rayon de 2 km autour du site

Le site se trouve en zone agricole au sud de la commune. De l'autre côté de la départementale RD17 se trouve l'habitation la plus proche. On rencontre également d'autres habitations le long du chemin des Grépilles situées à environ 100 m du site.

Les habitations les plus proches du site sont représentées sur la figure suivante.



Figure 2. Cartographie des habitations situées à proximité du site

3.1.2. *Impacts et mesures*

La nature des activités du site sur le long terme sera peu modifiée par rapport à la situation actuelle.

Le projet n'aura pas d'impact négatif sur la population ni sur le développement de la commune de Vougy.

Les nuisances telles que le bruit, le trafic, les lumières, les envols, les poussières seront maîtrisées sur le site afin de limiter et même de supprimer les nuisances au voisinage. Ces aspects sont développés dans la présente étude d'incidence (voir paragraphes concernés ci-après).

Le projet n'aura pas d'incidence négative sur la population.

3.2. **Patrimoine culturel**

3.2.1. *Etat initial*

La Loire est un département à dominante rurale situé dans le nouvelle région Auvergne-Rhône Alpes (anciennement Rhône Alpes).

Monuments historiques

La base de données Mérimée du ministère de la Culture ne recense pas de monuments historiques dans un rayon de 2km autour du site. Les monuments les plus proches identifiés sont les suivants :

- › Le château de Montrenard, inscrit le 15 avril 1935 et situé à 4,9 km du site ;
- › Le château de Vougy, inscrit le 24 décembre 1980 et inscrit partiellement le 21 mars 1997 et située à 4,1 km au nord du site.

Site classé ou inscrit

Aucun site classé ou inscrit ne se trouve dans un périmètre de 2 km autour du site.

Vestiges archéologiques

Le département de la Loire compte un certain nombre de sites archéologiques et plusieurs communes sont concernées par des zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA).

Aucune ZPPA ne se situe dans un rayon de 2 km autour du site. Plusieurs secteurs dans les communes voisines font l'objet d'un classement en ZPPA. Les zones les plus proches se situent :

- › Sur la commune de Roanne avec 12 zones, la plus proche étant à environ 5 km du site ;
- › Sur la commune de Charlieu avec 10 zones, la plus proche étant à environ 9 km du site.

3.2.2. Impacts et mesures

Le site n'est inclus dans aucun périmètre de protection d'un site ou d'un monument classé ou inscrit au titre des monuments historiques et est éloigné du patrimoine communal protégé.

Le projet n'aura donc pas d'impact sur les sites patrimoniaux listés ci-dessus.

Aucune extension du site n'est prévue et le sol du site est déjà entièrement revêtu, de plus aucune excavation ou opération de terrassement n'est prévue dans le cadre du projet.

Le projet n'aura pas d'incidence sur le patrimoine culturel.

3.3. Activités économiques

3.3.1. Etat initial

3.3.1.1. Généralités

L'économie de la Région Auvergne-Rhône-Alpes est prospère, avec une activité économique variée. Elle est la deuxième région en termes de PIB par habitant.

Les emplois par secteur d'activité pour la commune de Vougy, Charlieu-Belmont Communauté et le département de la Loire sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 3. Comparaison des emplois par secteur entre la commune de Vougy, Charlieu-Belmont Communauté et le département de la Loire en 2019 (source : INSEE)

	Nombre d'emplois	Dont part de salariés	Taux de chômage
Vougy	359	291	8,4%
Charlieu-Belmont Communauté	6 617	5 667	9,5%
Département Loire	281 480	250115	13,0%

3.3.1.2. Activités industrielles et tertiaires

A l'échelle de Charlieu-Belmont Communauté

Les secteurs du commerce, transport et services représentaient environ 50% des établissements au 01/01/2022 sur la communauté de commune de Charlieu-Belmont tandis que le secteur de l'industrie et la construction représentaient environ 15% des établissements.

La répartition de l'emploi salarié est la suivante :

Tableau 4. Emplois par secteur d'activité (source : INSEE, 2019)

Secteurs d'activités	Charlieu-Belmont Communauté
Postes dans les établissements	6 980
Part de l'agriculture (%)	3,7 %
Part de l'industrie (%)	27,7 %
Part de la construction (%)	9,5 %
Part du commerce, transports, services (%)	28,9 %
Part de l'admin. publique, enseignement, santé et action sociale (%)	30,1 %

Dans le cadre de ses activités, la société SECAF-CHAMFRAY emploie 53 salariés.

A l'échelle locale

Le site est implanté dans une zone agricole. On retrouve autour du site plusieurs entreprises ayant des activités industrielles ou commerçantes :

- › COPET RVM, située à proximité immédiate du site SECAF-CHAMFRAY ;
- › ECO Traitement Recyclage – Enregistrement (en exploitation) ;
- › SOGRAP – Autorisation (en exploitation) ;
- › Aiguilly Recyclage – Autorisation (en exploitation) ;
- › Matériaux Enrobés Roannais.

Une centrale électrique se situe également à proximité du site, de l'autre côté de la départementale.

3.3.1.3. Activité agricole

Dans le département de la Loire, la surface agricole utile (SAU) représente 231 525 ha soit 48% de la surface du territoire. L'activité agricole du département est largement tournée vers l'élevage en particulier l'élevage bovin avec une surface en prairies correspondant à environ 187 593 ha.

A l'échelle locale

Le site est implanté au sein d'une zone agricole, avec une majorité de prairies permanentes et quelques cultures céréalières.

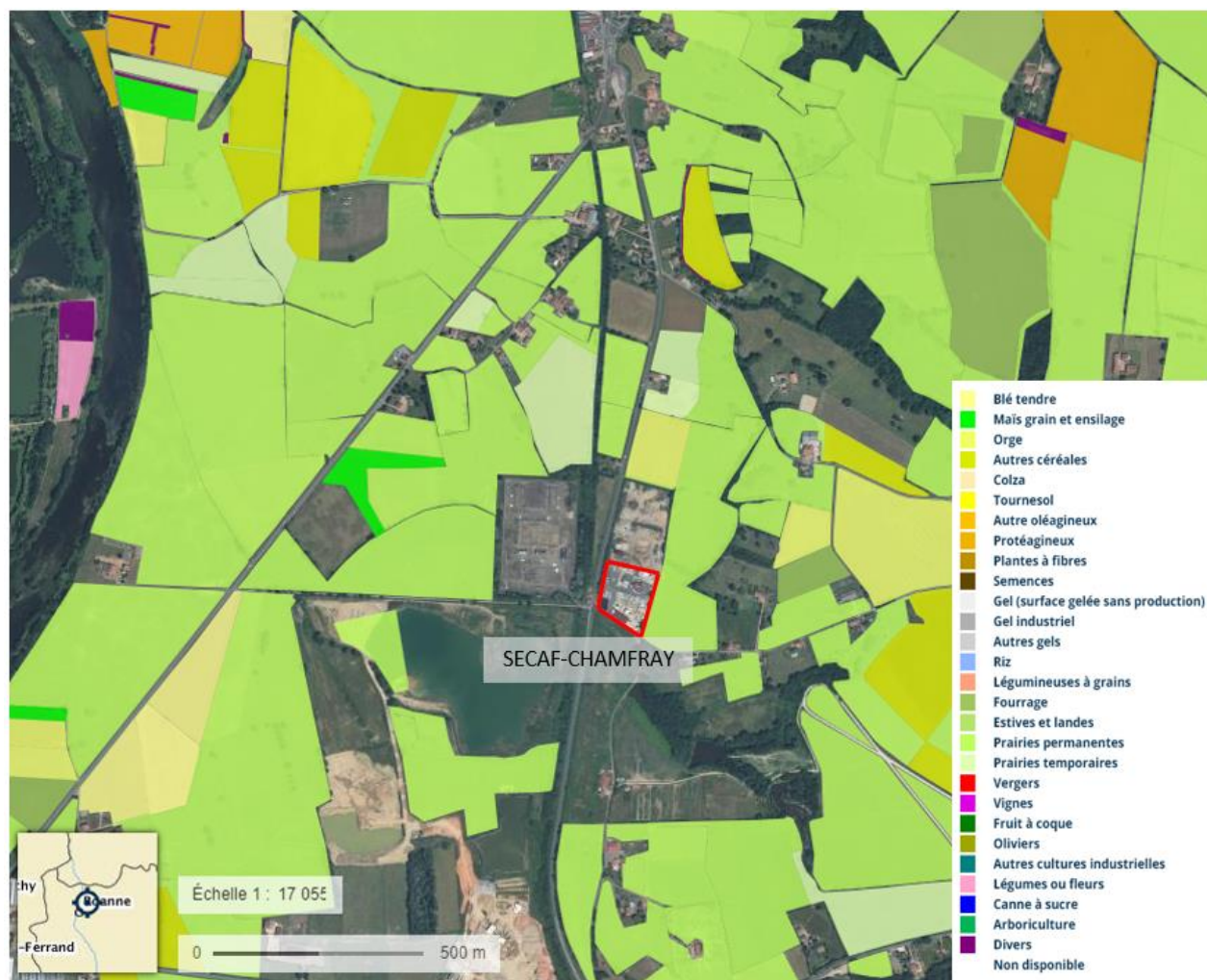


Figure 3. Localisation et type d'agriculture autour du site (source : Géoportail)

D'après l'Institut national de l'origine et la qualité (INAO), il apparaît que la commune de Vougy est intégrée à :

- › 2 AOP (Appellation d'Origine Protégée) :
 - Bœuf de Charolles ;
 - Fromage Charolais.
- › 4 IGP (Indication Géographique Protégée) :
 - Comté Rhodanien (blanc, rosé et rouge) ;
 - Vin Urfé (blanc, rosé, rouge, mousseux, surmûri, trelin) ;
 - Volailles du Charolais ;
 - Volailles du Forez.

3.3.1.4. **Activité touristique et de loisirs**

Tourisme

La Loire est une destination attractive en matière de tourisme du fait de son patrimoine naturel et culturel.

Parmi les destinations touristiques notables on retrouve :

- › Les nombreux édifices religieux et médiévaux ;
- › Le massif du Pilat ;
- › La station de Chalmazel ;
- › La véloloire disposant de 150 km de véloroutes ou de voies vertes ;
- › Les gorges de la Loire.

Le département est aussi très apprécié pour ces activités de pleine nature : canoë, randonnée, VTT, course d'orientation raids nature, etc...

Le site lui-même se trouve au sud de la commune de Vougy, à proximité de la ville de Roanne possédant un patrimoine historique, gastronomique et sportif attractif.

Le site est quant à lui situé dans une zone agricole qui ne présente aucun intérêt touristique.

Loisirs sportifs

La zone où se situe le site est une zone agricole peu propice à la pratique sportive sauf éventuellement les sports de plein air. On peut noter toutefois la présence d'un stade à environ 1 km au nord-ouest du site.

3.3.1.5. **Etablissements recevant du public**

Les Etablissements Recevant du Public (ERP) compris dans un rayon de 2 km autour du site sont :

- › Le centre équestre de l'Etrier ;
- › La gravière d'Aiguilly.



- Périmètre du site
- Rayon de 2 km
- Carrière
- Centre équestre

Figure 4. Cartographie des établissements recevant du public à proximité du projet

3.3.2. *Impacts et mesures*

3.3.2.1. *Influence à l'échelle locale*

Le site est en activité depuis plusieurs années. Le projet d'augmentation des capacités du site n'aura pas d'impact significatif sur les activités humaines que ce soit à l'échelle départementale ou bien communale. Il n'impactera aucune zone agricole ou forestière.

Le projet n'induirait pas d'impact négatif sur les activités industrielles, artisanales, commerciales locales. Du fait de son implantation au sein d'une zone agricole, il n'impactera pas les activités culturelles ou sportives peu développées dans le secteur.

Le site conservera l'activité en cours qui se déroule déjà dans le même environnement en cohabitation avec les différents secteurs économiques présents.

Les emplois actuels seront maintenus, une embauche supplémentaire sera également prévue.

3.3.2.2. *Maintien de l'accessibilité des terrains voisins*

Les voies d'accès au site actuel sont maintenues. Le projet n'induit de ce fait aucune modification d'accès ou d'itinéraire pour les entreprises voisines.

3.3.2.3. *Prise en compte des nuisances potentielles*

La maîtrise des nuisances potentielles est assurée par l'exploitant grâce à différentes mesures concernant le trafic, les envols, les poussières et le bruit. L'exploitation du site est et sera en accord avec la législation et les prescriptions techniques de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Toutes les mesures sont prises pour traiter les nuisances potentielles et ne pas impacter le développement économique local. Ces dispositions perdureront dans le cadre du projet.

Le projet n'aura pas d'incidence négative sur les activités économiques et agricoles environnantes. Il continuera à participer localement au développement d'emplois, que ce soit de manière directe ou indirecte.

3.4. *Risque technologique*

3.4.1. *Risque industriel*

Il n'y a aucun établissement classé SEVESO dans un rayon de 2 km autour du site.

Les autres activités industrielles ICPE identifiées dans la zone d'étude sont :

- › ECO Traitement Recyclage – Enregistrement (en exploitation) ;
- › SOGRAP (gravière) – Autorisation (en exploitation) ;
- › Aiguilly Recyclage – Autorisation (en exploitation) ;
- › Matériaux Enrobés Roannais.



Localisation du site

- Emprise du site
- Rayon de 2 km

Régime ICPE

- Autorisation
- Enregistrement

Figure 5. Cartographie des ICPE à proximité du projet

3.4.2. *Transport de matières dangereuses*

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du département de la Loire approuvé par le Préfet le 19 juin 2014, la commune de Vougy est concernée par le risque technologique de transport de marchandises dangereuses. Le site n'est pas concerné par ce risque.

3.4.3. *Impacts et mesures*

Le site du projet ne se trouvent pas sur une zone concernée par des risques technologiques.

Le projet n'est pas concerné par des risques technologiques.

3.5. *Circulation et trafic*

3.5.1. *Etat initial*

3.5.1.1. *Infrastructures*

Infrastructures routières

La Loire bénéficie d'un réseau routier départemental de 3 265 km. Le département est de plus traversé par 2 autoroutes :

- › L'A89 dans un axe Clermont-Ferrand – Lyon ;
- › L'A72 au départ de Nervieux vers Saint-Etienne.

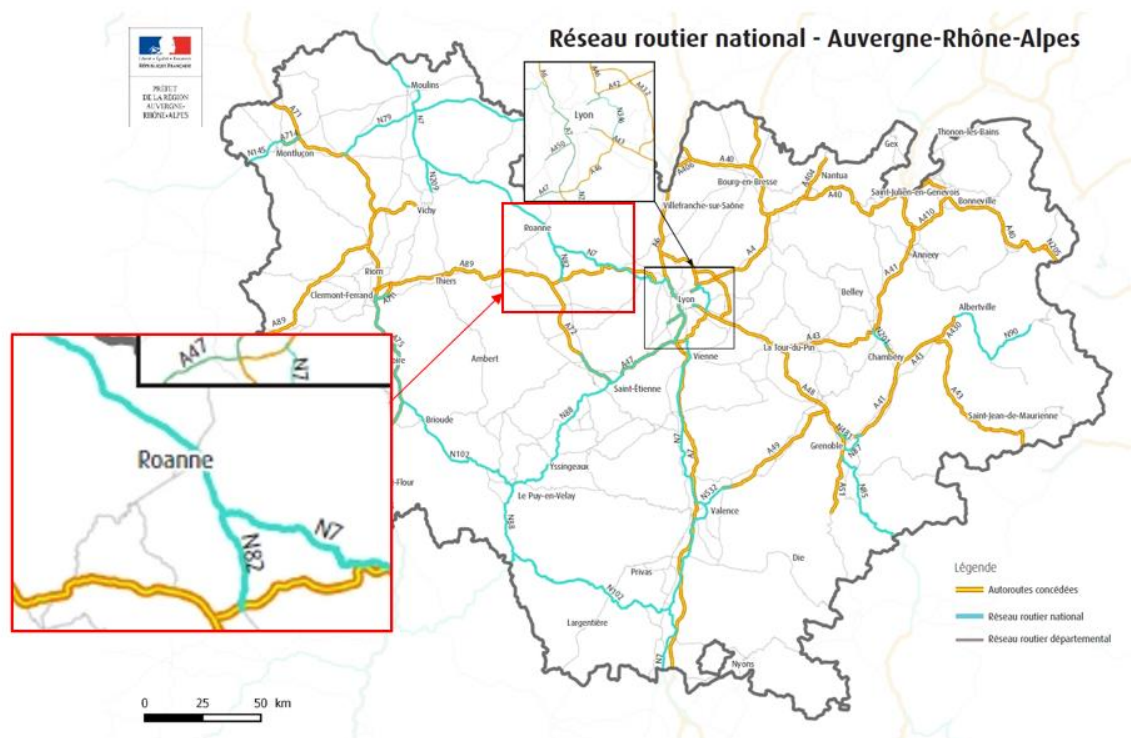


Figure 6. Cartes des infrastructures de l'Auvergne-Rhône-Alpes (source : Préfecture Auvergne-Rhône-Alpes)

La commune de Vougy est traversée par la départementale D482.

La desserte du site est assurée via la départementale RD17 puis le chemin « Les Grépilles ».

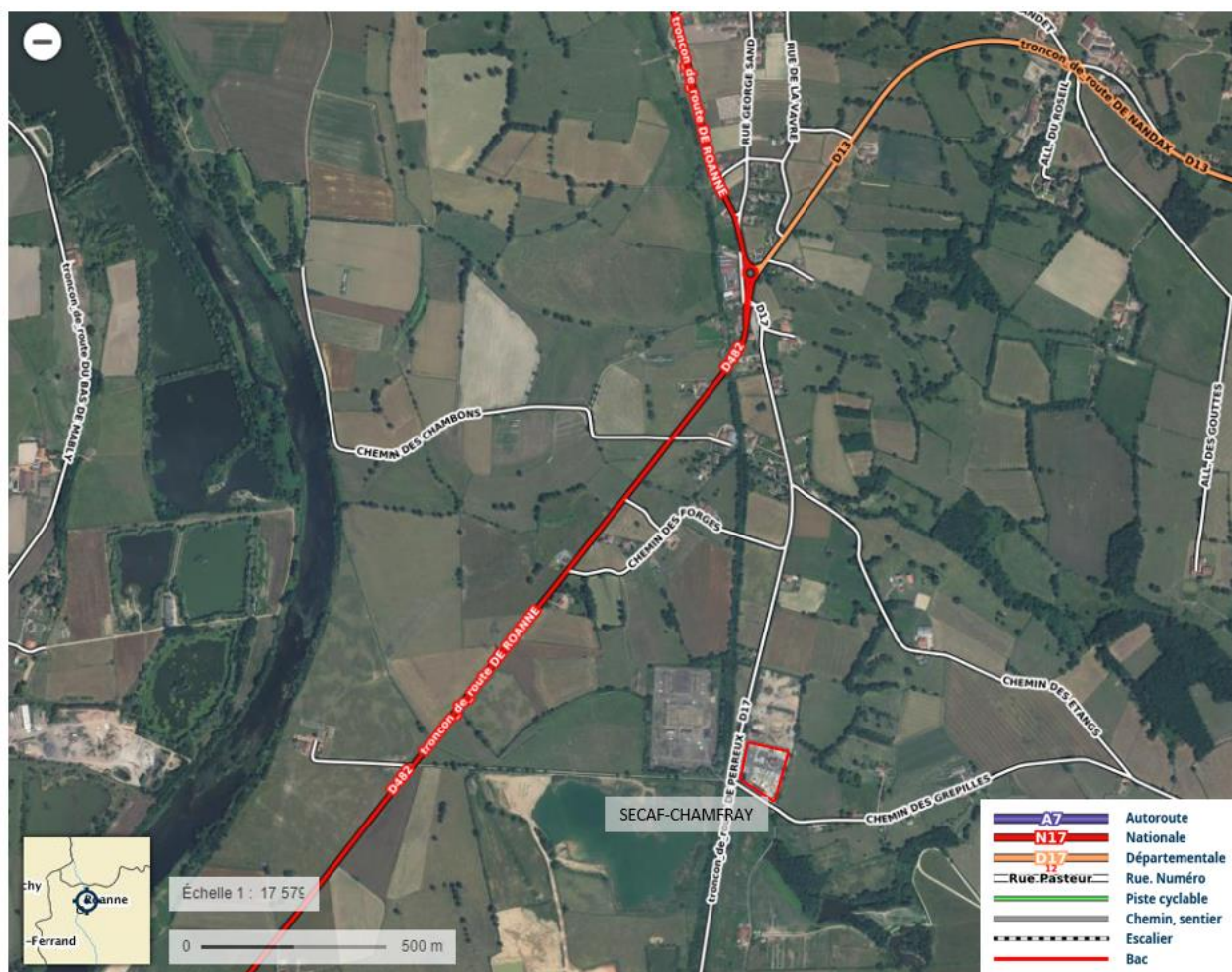


Figure 7. Cartographie des routes à proximité du site (source : Géoportail)

Infrastructures ferrées

La région est traversée par la ligne à grande vitesse Rhône-Alpes reliant Marseille, Lyon et Paris. Le trafic régional est organisé en un réseau : TER Auvergne-Rhône-Alpes.

La gare la plus proche de la commune de Vougy est la gare de Roanne qui permet de relier le territoire aux grandes villes alentours : Lyon, Saint-Etienne et Clermont-Ferrand.

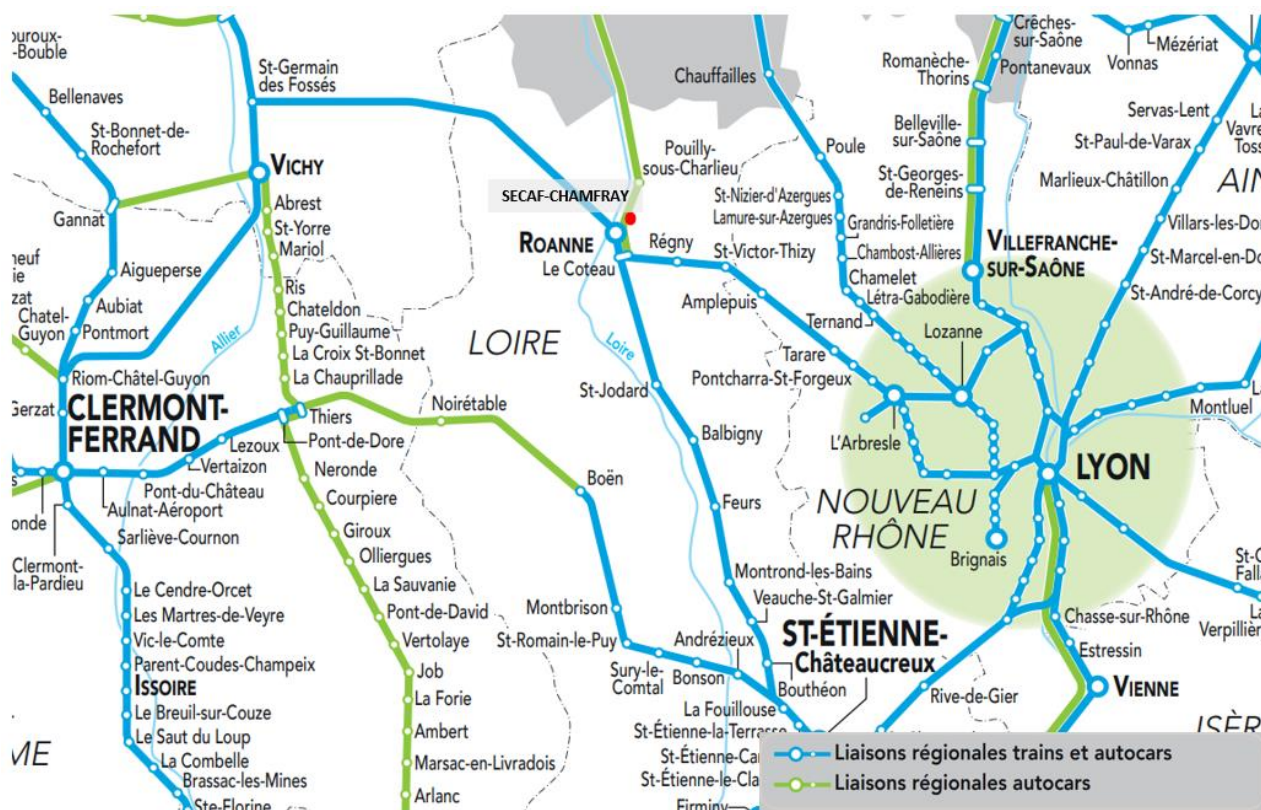


Figure 8. Carte du réseau TER Auvergne-Rhône-Alpes (source : SNCF)

Infrastructures aéroportuaires

Le département de la Loire compte les infrastructures aéroportuaires suivantes :

- › Aéroport de Saint-Etienne-Bouthéon ;
- › Aéroport de Saint Léger sur Roanne ;
- › Aérodrome de Feurs-Chambéon ;
- › Aérodrome de Saint-Galmier ;
- › Aérodrome de Saint-Chamond-l'Homme.

L'aérodrome de Saint Léger sur Roanne est situé à environ 12 km du site.

3.5.1.2. Trafic

Le département de la Loire a réalisé des comptages sur différents axes à proximité du site.

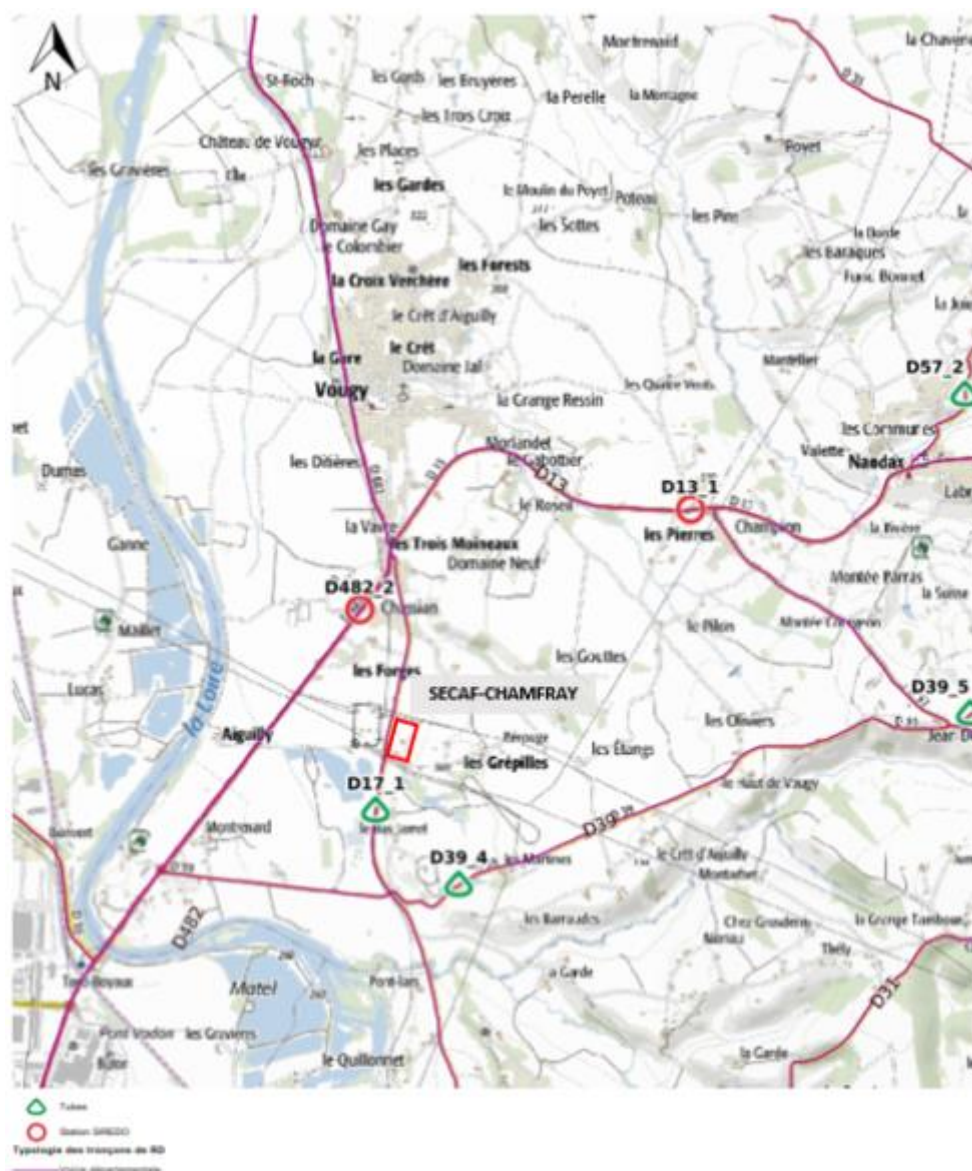


Figure 9. Localisation des points de comptage trafic (source : Département de la Loire)

Les résultats de ces mesures sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 5. Comptage du trafic (source : Département de la Loire)

Point de comptage	Date du dernier comptage	Nbr véhicules par jour	% poids lourds
D482_2	2021	10 272	9,9%
D13_1	2022	3 731	2,6%
D17_1	2018	2 618	9,5%
D39_4	2018	1 008	4,5%

A l'échelle du site, le trafic en 2022 était de 20 camions/jour soit 0,8% du trafic total de la D17.

3.5.2. Impacts et mesures

3.5.2.1. Itinéraires empruntés

L'accès au site ne sera pas modifié. Les axes empruntés par les usagers seront inchangés.

3.5.2.2. Incidences sur le trafic

Le projet va engendrer un trafic supplémentaire entrant et sortant d'environ 7 poids lourds par jour soit une augmentation à l'échelle du site de 35% et de 0,3% à l'échelle de la départementale D17.

Le projet n'aura pas d'incidence notable sur le trafic à l'échelle locale.

3.6. Envois et poussières

3.6.1. État initial

Les activités du site actuel peuvent être à l'origine d'émissions d'envois de déchets et de poussières, du fait des opérations de manipulation des déchets (chargements/déchargements) et de broyage (4 campagnes/an environ).

Selon la puissance des vents et leur orientation, le site peut connaître des phénomènes d'envois de déchets dans le voisinage. Sur la commune de Vougy, les vents dominants sont en direction du sud-est, du nord et du nord-ouest.

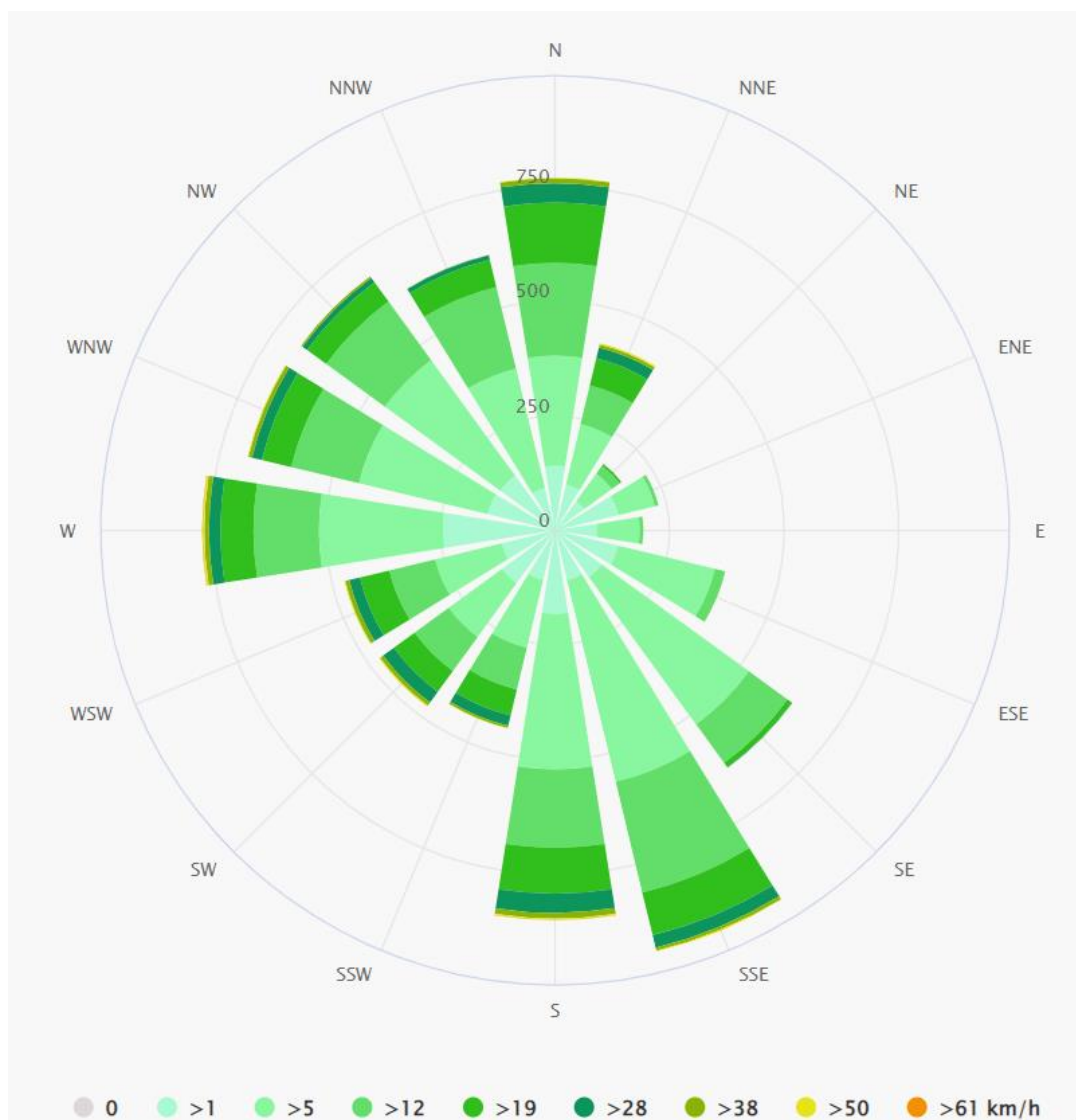


Figure 10. Rose des vents – Vougy (source : Meteoblue)

L'activité susceptible d'émettre des poussières sur le site est principalement la manipulation de gravats et de plâtre dans le cadre de la déchèterie.

Néanmoins, la case placo/plâtre est ceinturée sur deux côtés par des murs béton et elle est couverte.

En cas de grand vent les opérations susceptibles de générer des envols de poussière sont reportées sur des périodes plus favorables.

Par ailleurs, chaque type de déchets possède un emplacement bien déterminé (case ou benne).

Des opérations de mise en balle sont effectuées afin de limiter les envols de plastiques, cartons et papiers.

Des mesures sont d'ores et déjà mises en place afin de limiter l'envol et les poussières sur le site, elles sont décrites dans la partie « Impacts et mesures » ci-après.

3.6.2. **Impacts et mesures**

3.6.2.1. **Limitation des envols**

Les clôtures installées sur toute la périphérie du site permettent de maintenir les déchets qui s'envolent dans les limites du site. Toutefois, en cas d'envols à l'extérieur du site, les agents effectuent le ramassage de ces derniers. Tous les camions transportant les déchets doivent être bâchés ou avec filet afin d'empêcher l'envol pendant le transport.

Les déchets seront placés sous bâtiment, en cases extérieures ou en bennes ce qui permettra également de limiter les envols sur le site.

Enfin le site est nettoyé autant que de besoin afin de le conserver en bon état de propreté.

3.6.2.2. **Limitation des poussières**

Les mesures en place pour la limitation des poussières sont les suivantes :

- › Les voies de circulation permettent de supporter des charges lourdes. Les pentes sont faibles et les zones de circulation sont suffisamment larges et clairement identifiées. La circulation est limitée à 20 km/h sur le site ;
- › Les voies de circulation sont conçues en revêtement imperméable ;
- › Les camions contenant des déchets sont bâchés ou munis d'un filet safecover ;
- › Les voies de circulations et zones de stationnement sont entretenues et nettoyées dès que nécessaire par l'exploitant ;
- › La limitation de la hauteur de stock des déchets ;
- › En cas de grand vent les opérations susceptibles de générer des envols de poussière sont reportées sur des périodes plus favorables.

Les impacts du projet en termes d'envols et poussières sont et resteront maîtrisés.

3.7. **Bruit, vibration et émissions lumineuses**

3.7.1. **État initial**

3.7.1.1. **Généralités sur le bruit**

L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement définit des zones pour lesquelles l'émergence relative à l'exploitation est réglementée en fonction du bruit ambiant et des plages horaires de fonctionnement de l'activité.

Les zones à émergences réglementées sont définies de la façon suivante :

- › L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;

- › Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- › L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans des zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'émergence est la différence entre les niveaux de pression acoustique continus équivalents pondérés du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'installation).

Les plages horaires sont réparties en deux zones :

- › Période diurne allant de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés),
- › Période nocturne allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Il est considéré qu'il y a nuisance sonore si l'émergence due à l'installation dépasse les niveaux du tableau suivant :

Tableau 6. Emergences admissibles sur le niveau de bruit ambiant

NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété ne doit pas dépasser 70 dB(A) en période jour et 60 dB(A) en période nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

3.7.1.2. Contexte local

Plan de prévention ou d'exposition au bruit

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du département de la Loire a pour objectif la réduction et la prévention des nuisances sonores liées au trafic routier sur le réseau départemental. Le PPBE concerne les infrastructures départementales supportant un trafic annuel supérieur à 3 millions de véhicules par an soit 8 200 véhicules par jour. Le PPBE a pour objectif de recenser les zones de bruit excessif et dans ce cadre met en place un plan d'action pour améliorer le niveau sonore de ces zones. L'objectif est également de ne pas venir aggraver les zones déjà soumises à des niveaux sonores excessifs. Le PPBE 3^{ème} échéance a été approuvé par arrêté préfectoral le 5 août 2021 pour la période 2018-2023.

Cartes de bruit

Neuf infrastructures routières de la Loire sont concernées par le PPBE. La commune de Roanne n'est pas identifiée dans la liste des communes impactées par la zone de bruit cartographiée comme le montre la carte ci-après.

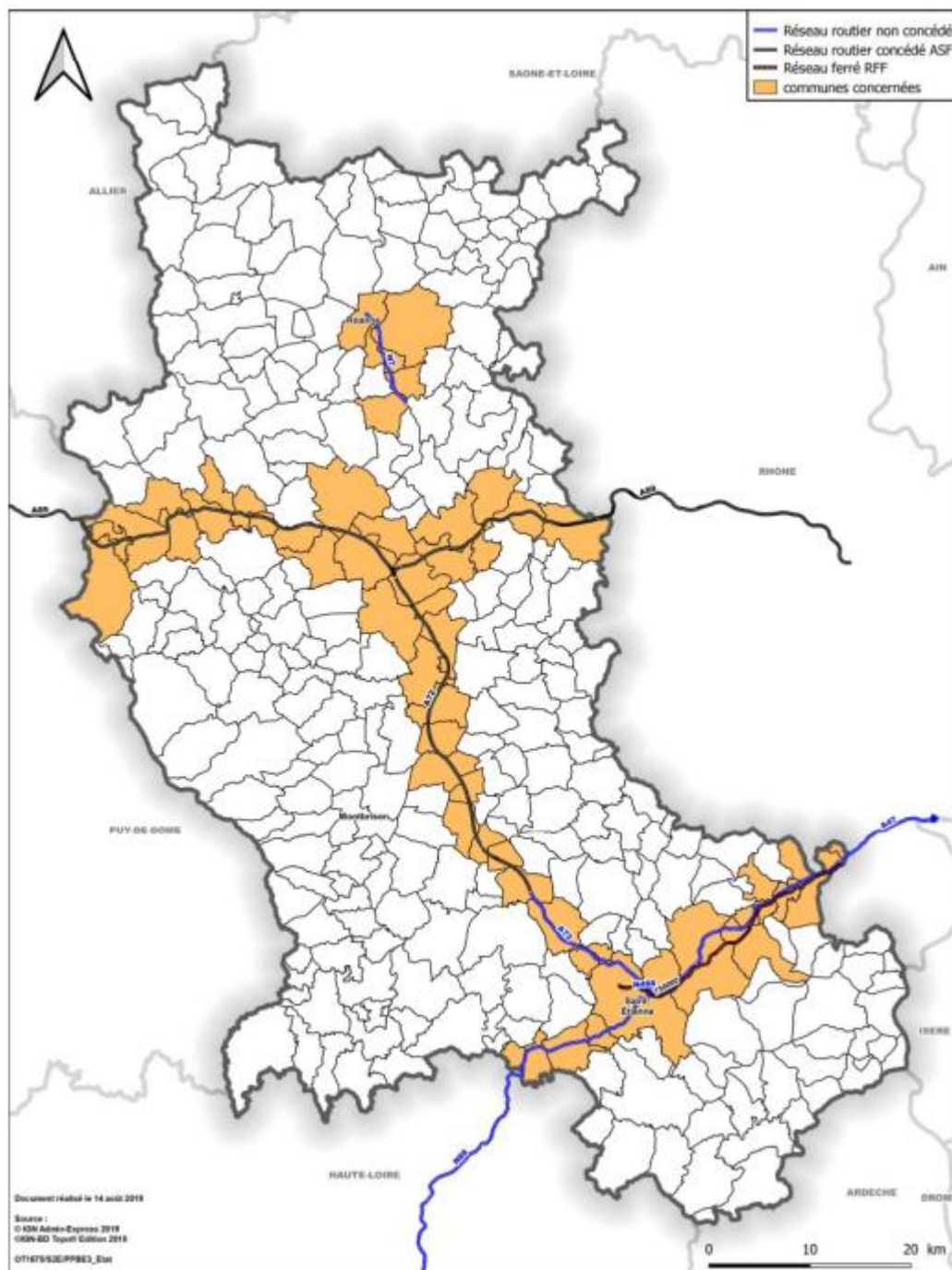


Figure 11. Localisation des infrastructures routières et ferroviaires concernées par le PPBE (source : PPBE 2018-2023)

Le projet n'est pas situé à proximité d'une zone de bruit identifiée au PPBE de la Loire.

3.7.1.3. Campagne de mesure de bruit au droit du site

Une étude de bruit a été réalisée par SOCOTEC en février 2023.

Les principales sources de bruit identifiées sur site sont :

- › Les véhicules qui circulent sur le site (camions et pelle à grappin) ;
- › Les machines de tri et bruit de chocs.

Les sources sonores impactant principalement le bruit résiduel sont :

- › Le trafic routier, notamment sur la RD17 ;
- › Les activités et équipements de entreprises voisines ;
- › Un chantier de construction audible de loin.

[Voir Mesures de niveaux sonores, en annexe 6]

Les mesures ont été réalisées de jour et de nuit, au droit de 6 points de mesures :

- › Points en limite de propriété du site :
 - Le point 1 au Nord du site ;
 - Le point 2 à l'Est du site ;
 - Le point 3 à l'Ouest du site ;
 - Le point 4 au Sud du site ;
- › Points en zones à émergences réglementées :
 - Le point A au Sud-Ouest du site ;
 - Le point B au Sud-Est du site.

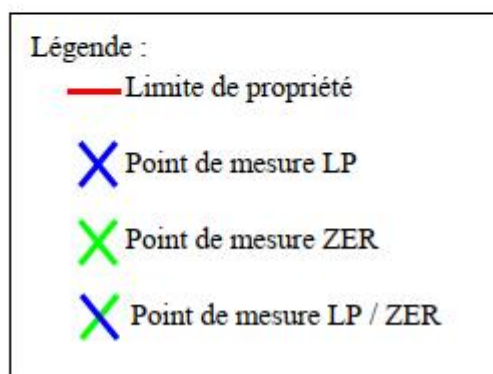


Figure 12. Localisation des points de mesure de bruit (source : SOCOTEC, étude de bruit, 2023)

Les mesures de bruit ambiant ont été réalisées dans des plages horaires représentatives de l'activité du site, à savoir,

- › Pour la période diurne (7h-22h) : 7h00 – 9h35 ;
- › Pour la période nocturne (22h-7h) : 6h30 – 7h00.

Les mesures du bruit résiduel nécessaires pour le calcul d'émergence sonore au niveau des ZER ont été réalisées pendant des plages d'arrêt de l'activité du site (pour la période nocturne) sur une durée d'au moins une demi-heure, à savoir :

- › Pour la période diurne : 7h10 – 9h00 ;
- › Pour la période nocturne : 6h30 – 7h00.

Compte tenu de l'impossibilité d'arrêter l'activité du site pendant la campagne de mesure en période diurne, le bruit résiduel dans les ZER a été évalué à l'aide de mesures réalisées en des points A' et B' éloignés du site mais exposés de façon similaire, aux points de mesures de bruit ambiant A et B respectivement, aux autres sources de bruit environnantes (infrastructures de transports, autres activités, ...).

Les niveaux de bruit mesurés en limite de site sont les suivants :

Tableau 7. Niveaux de bruit mesurés de jour et de nuit en limite de propriété (source : SOCOTEC, étude de bruit, 2023)

Point de mesure	Période	Niveau sonore dB(A)		Avis
		L _{Aeq}	L _{Aeq} admissible	
1	Diurne	59,0	70	C
	Nocturne	52,0	60	C
2	Diurne	57,0	70	C
	Nocturne	54,0	60	C
3	Diurne	69,0 L50 = 57,5	70	C
	Nocturne	68,0 L50 = 56,0	60	C
4	Diurne	61,5	70	C
	Nocturne	58,0	60	C

C : Conforme

NC : Non Conforme

Commentaire : l'indice fractile L50 est retenu au point 3 pour faire abstraction du fort trafic routier.

Les niveaux de bruit mesurés en Zones à Emergence Règlementée (ZER) sont les

suivants :

Tableau 8. Niveaux de bruit en ZER de jour (source : SOCOTEC, étude de bruit, 2019)

Points de mesures N°	Période	Type	Niveau sonore en dB(A)		Émergence en dB(A)		Avis
			LAeq	L50	mesurée	admissible	
A	Diurne	Ambiant	69,0	59,0	0	5	C
		Résiduel	71,0	64,2			
	Nocturne	Ambiant	68,0	56,0	4	3	C*
		Résiduel	65,5	52,0			
B	Diurne	Ambiant	49,5	45,5	1	5	C
		Résiduel	48,5	45,5			
	Nocturne	Ambiant	45,0	43,0	0	4	C
		Résiduel	45,5	43,0			

C : Conforme

NC : Non Conforme

***Commentaire :** le dépassement de l'émergence sonore mesuré au point A de nuit n'est pas retenu car cela est lié à l'augmentation du trafic routier lors de la mesure du bruit ambiant.

Les mesures réalisées mettent en évidence la conformité de la déchèterie vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sur les ICPE :

- › Aucun dépassement d'émergence réglementaire au voisinage en périodes diurne et nocturne ;
- › Aucun dépassement des niveaux admissibles en limite de propriété en périodes diurne et nocturne ;
- › Aucune tonalité marquée liée au fonctionnement de la déchèterie n'a été mise en évidence aux points situés en ZER.

Le site sera en exploitation du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 et le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30. Il sera fermé les samedis, dimanches et jours fériés.

Pour l'ensemble des points, le bruit perçu semble essentiellement dû à certains déchargements de bennes.

3.7.1.4. Vibrations et émissions lumineuses

Le site et son voisinage immédiat ne sont soumis à aucune contrainte en matière de phénomènes vibratoires et lumineux.

Les principales sources de vibrations à proximité du site sont la circulation sur les axes de

transports alentours.

Les lumières proviennent des véhicules et de l'éclairage du site quand celui-ci est nécessaire pour l'exploitation, c'est-à-dire lorsque la lumière naturelle est insuffisante aux heures de fonctionnement du site.

L'éclairage du site s'arrête à 20h, l'éclairage de nuit est donc limité

3.7.2. **Impacts et mesures**

3.7.2.1. **Nuisances sonores**

Le projet d'augmentation des capacités de l'installation se traduit sur le site par une activité qui intervient dans la continuité de l'exploitation actuelle.

Ces activités vont générer des sources potentielles de nuisances sonores identiques à celles actuellement observées, parmi lesquelles :

- › Le trafic des véhicules d'apport à destination du site et des véhicules d'évacuation sortant du site ;
- › Le chargement et déchargement des déchets ;
- › La circulation des engins et des véhicules sur le site.

3.7.2.2. Vibrations et émissions lumineuses

Vibrations

Les principales sources de vibrations liées aux activités sur le site sont :

- › La circulation des véhicules et engins ;
- › Les opérations de chargement et déchargement des déchets ;
- › Le broyage des déchets ;
- › La mise en balle des déchets.

Les engins et équipements seront conformes aux normes en vigueur en matière de vibrations.

Les opérations de broyage de déchets ont lieu par campagnes (une par trimestre) et dure une journée.

La circulation est limitée en journée sur les horaires et jours d'ouverture de la déchèterie.

Le projet n'induirait pas d'impact supplémentaire en termes de vibrations.

Emissions lumineuses

Le site est à l'origine d'émissions lumineuses liées aux engins (phares) et à l'éclairage du site.

Ces émissions lumineuses sont nécessaires pour assurer une circulation et des accès sécurisés au bâtiment et aux zones techniques. Elles sont limitées au site et ont lieu uniquement lorsque la faible luminosité naturelle le nécessite.

Les horaires essentiellement de jour permettent de limiter les périodes d'exploitation de nuit et donc les nuisances lumineuses.

Le projet n'engendrera pas d'émissions lumineuses supplémentaires.

Au regard de la localisation du site et de ses horaires de fonctionnement, les émissions lumineuses ne sont pas sources de gêne pour les habitants alentours. Le projet n'induirait pas d'impact supplémentaire en termes d'émissions lumineuses.

3.8. Maitrise des nuisances olfactives

3.8.1. *Etat initial*

L'activité de gestion de déchets fermentescibles peut amener à l'émission d'odeurs jugées désagréables pouvant être ressenties par les riverains proches de l'installation, par les travailleurs des activités les plus proches et par les passants. Cependant, les seuls déchets reçus sur la déchèterie de nature fermentescible sont les déchets verts et ces derniers sont en faible quantité, n'ont pas vocation à rester sur site et sont rapidement évacués de la déchèterie vers des installations de valorisation.

3.8.2. *Impacts et mesures*

L'objet de la présente demande d'autorisation ne concerne pas l'augmentation des volumes de déchets verts qui seront reçus sur la déchèterie. Cette activité ne sera pas modifiée.

Compte tenu de l'absence de plainte pour nuisance olfactive et de l'absence de déchets susceptibles d'émettre des odeurs désagréables, aucune mesure spécifique n'est prévue pour réduire les émissions d'odeurs.

Le projet n'aura pas d'impact sur les nuisances olfactives.

4. *Milieu naturel*



4.1. Biodiversité

Un Diagnostic écologique a été réalisé par le bureau d'étude Ecotope sur l'ensemble de la zone d'étude afin de mettre en évidence les éventuelles problématiques liées aux aspects faune, flore et habitats naturels.

[Voir Diagnostic écologique, en annexe 7]

4.1.1. *État initial*

4.1.1.1. Inventaires et zonages réglementés

Parc nationaux, Parcs Naturels Régionaux, réserves naturelles et Arrêté de Protection de Biotope

Aucune Réserve Naturelle n'est recensée dans un rayon de 5 km autour du site.

Réseau Natura 2000

L'action de l'Union Européenne en faveur de la conservation de la diversité biologique repose en particulier sur la création du réseau de sites Natura 2000, institué notamment par les directives « Habitats » (désignation de ZSC – Zones Spéciales de Conservation – suite à la désignation des SIC) et « Oiseaux » (désignation de ZPS – Zones de Protection Spéciale). Ces directives prévoient de soumettre les plans et projets dont l'exécution pourrait entraîner des répercussions significatives sur un site Natura 2000 à une Évaluation Appropriée de leurs Incidences sur l'environnement (EAI).

Dans un périmètre de 2 km centré sur le site, on retrouve les sites Natura 2000 suivants :

- › Pour la directive habitat :
 - Milieux alluviaux et aquatiques de la Loire à environ 1 km à l'ouest du site.



Espaces protégés

■ Natura 2000 Directive Habitats

Localisation du site

■ Rayon de 2 km

■ Emprise du site

Figure 13. Cartographie des sites Natura 2000 à proximité du projet

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et II

Les ZNIEFF sont des espaces répertoriés pour la richesse de leur patrimoine naturel, mais n'ont pas de statut réglementaire à proprement parler. Il en existe deux types :

- › Les ZNIEFF de type I : secteurs d'une superficie en général limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux, rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées ;
- › Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

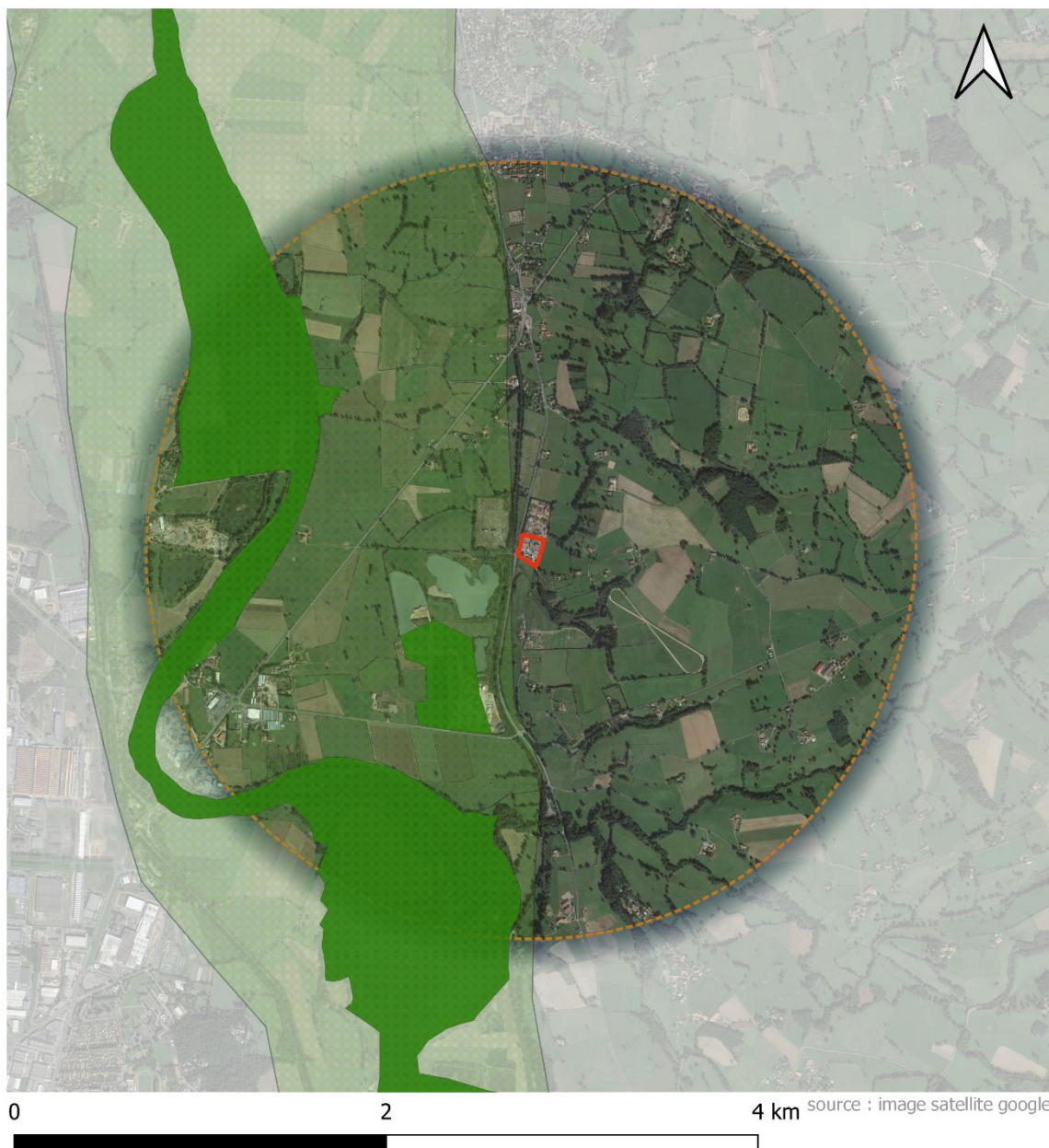
Dans un périmètre de 2 km centré sur le site, on retrouve 2 ZNIEFF de type 1 et 1 ZNIEFF de type 2 :

› ZNIEFF de type I :

Identifiant	Nom	Localisation
820032332	Héronnière d'Aiguilly	Située à environ 500 m au sud-ouest du site
820032333	Bords de Loire de Roanne à Briennon	Située à environ 1 km à l'ouest du site

› ZNIEFF de type II :

Identifiant	Nom	Localisation
820032335	Ensemble fonctionnel du fleuve Loire et de ses annexes à l'aval du barrage de Villereest	Située à 20 m du site, de l'autre côté de la route D17



Espaces protégés

- ZNIEFF de type 1
- ZNIEFF de type 2

Localisation du site

- Emprise du site
- Rayon de 2 km

Figure 14. Cartographie des ZNIEFF à proximité du projet

Continuités écologiques

Le « Schéma régional de cohérence écologique » (SRCE

) est un schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseau écologique, habitats naturels) qui traduit au niveau régional les exigences des trames verte et bleue instaurées par le Grenelle de l'Environnement.

Pour l'ancienne région Rhône-Alpes, le SRCE a été adopté le 16 juillet 2014 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 19 juin 2014.

Les orientations du SRCE sont :

- › Orientation 1 : Prendre en compte la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanisme et dans les projets d'aménagement ;
- › Orientation 2 : Améliorer la transparence des infrastructures et ouvrages vis-à-vis de la Trame verte et bleue ;
- › Orientation 3 : Préserver et améliorer la perméabilité des espaces agricoles et forestiers ;
- › Orientation 4 : Accompagner la mise en œuvre du SRCE ;
- › Orientation 5 : Améliorer la connaissance ;
- › Orientation 6 : Mettre en synergie et favoriser la cohérence des politiques publiques ;
- › Orientation 7 : Conforter et faire émerger des territoires de projets en faveur de la Trame verte et bleue.

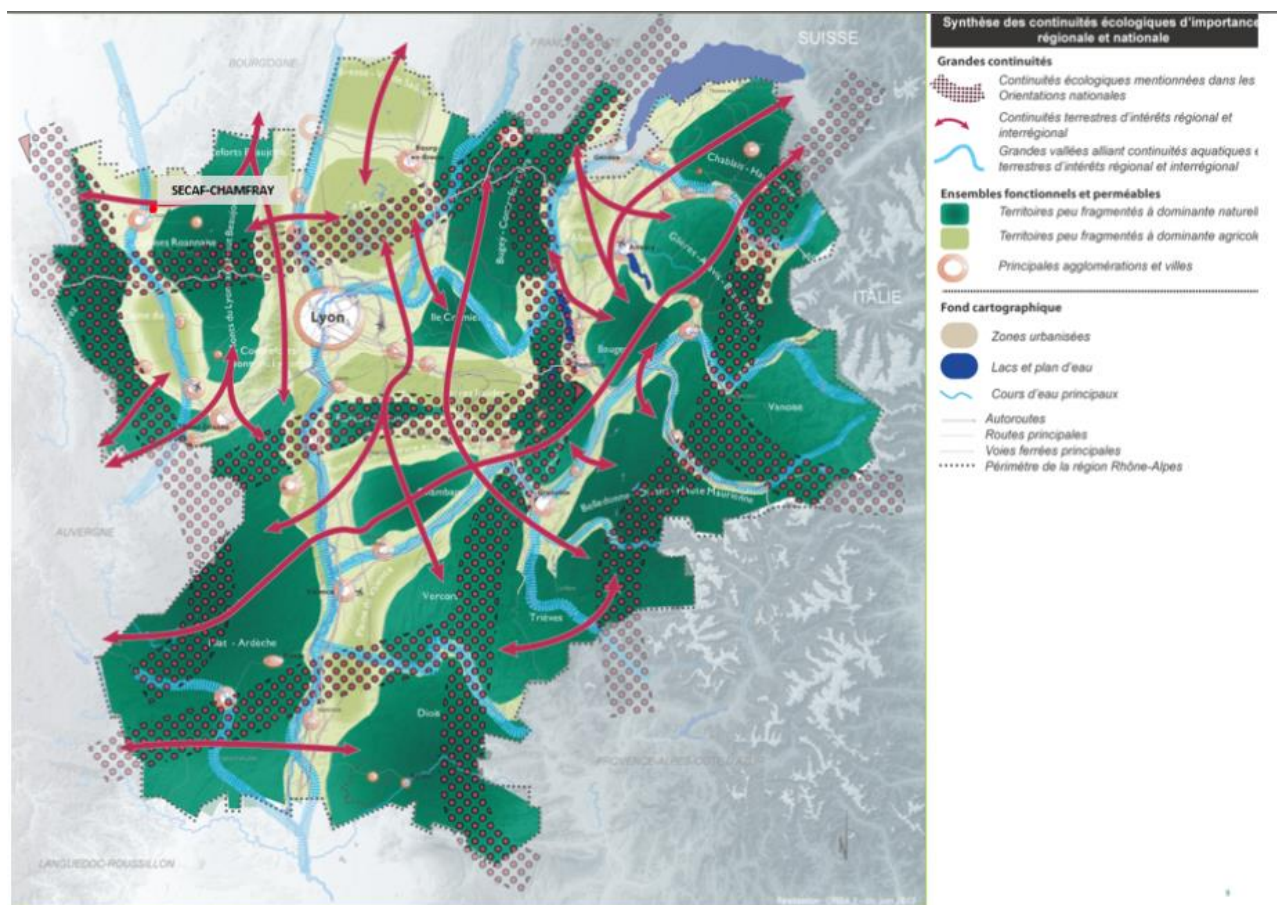


Figure 15. Synthèse des continuités écologiques d'importance régionale et nationale (source : SRCE Rhône-Alpes)

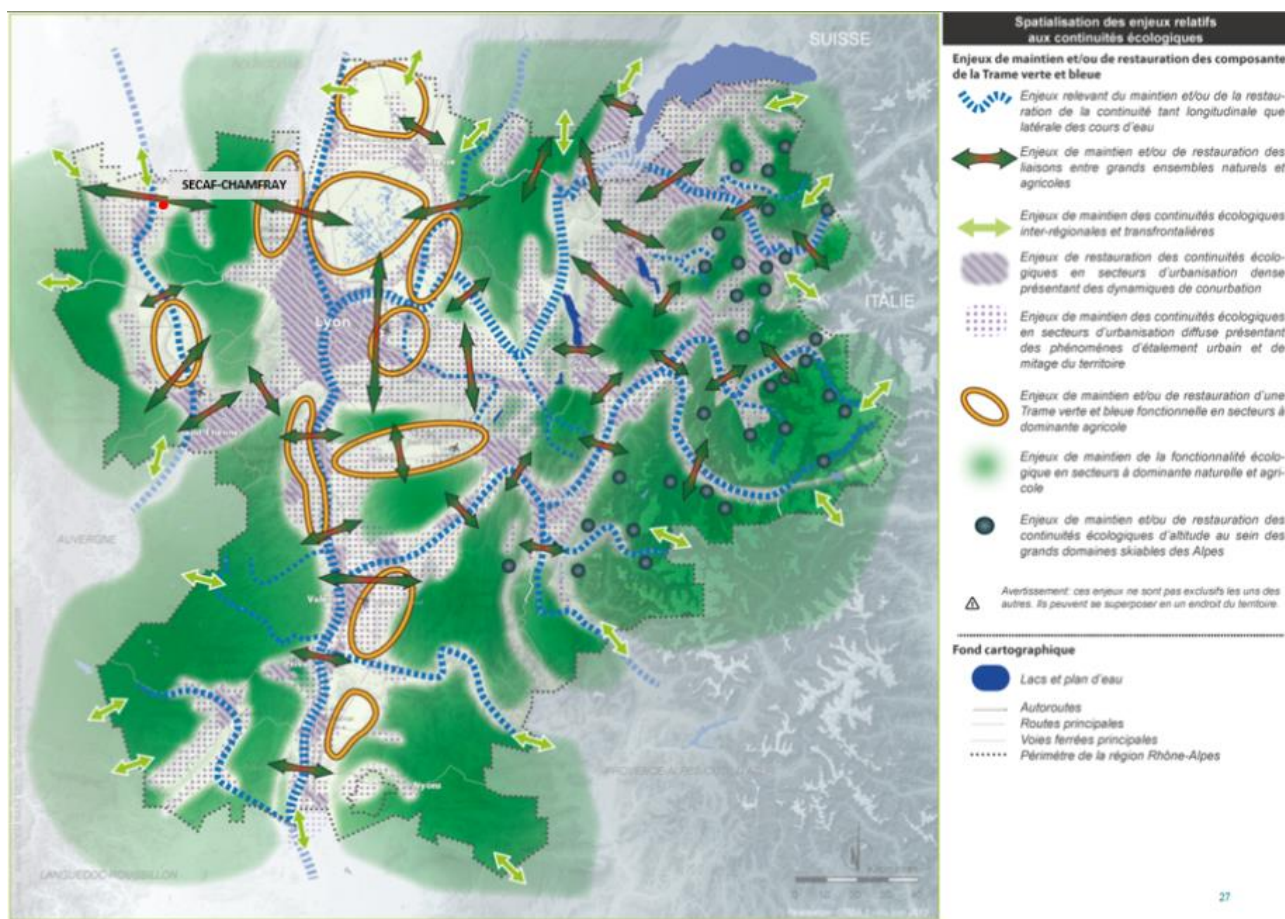


Figure 16. Spatialisation des enjeux relatifs aux continuités écologiques (source : SRCE Rhône-Alpes)

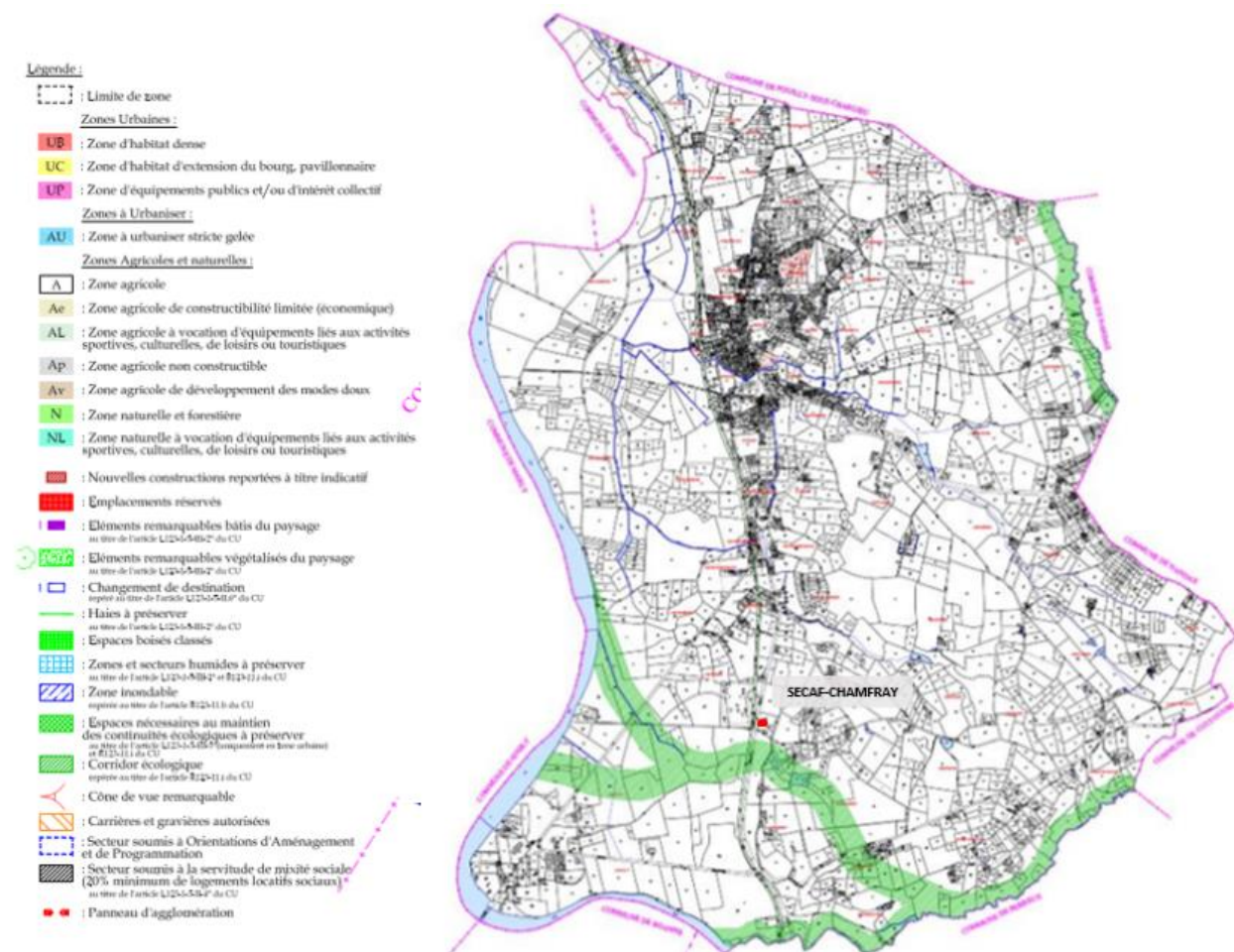


Figure 17. Carte des corridors écologiques (source : PLU Vougy)

4.1.1.2. Faune, flore et habitats sur site

Le site est déjà artificialisé. La végétation qui est présente concerne essentiellement des champs et des arbres/arbustes disséminés en bordures du site.

La route départementale D17 passe en bordure ouest du site. L'environnement du site est aménagé et n'est pas propice au développement de la faune et de la flore.

Le site ne présente pas d'intérêts du point de vue de la faune et de la flore.

4.1.2. Impacts du projet

4.1.2.1. Impacts potentiels sur les habitats, la flore et la faune

D'une façon générale les impacts du projet sont très faibles sur la faune et la flore, le projet concernant uniquement des zones déjà en activité et artificialisées. Les seuls impacts du projet sont ceux imputables à l'activité du site comme des nuisances sonores ou lumineuses, qui viennent s'ajouter aux autres activités pour les espèces animales en périphérie du site.

4.1.2.2. Evaluation des incidences Natura 2000

La déchèterie se situe à 1 km de la zone Natura 2000 la plus proche, sur un site déjà en exploitation.

Par ailleurs, le projet présenté n'engendre pas de construction de nouveaux bâtiments et les modifications d'aménagement prévues sur le site ne seront pas à l'origine d'impacts significatifs. Les risques de destruction d'habitats ou d'individus sur le site Natura 2000 sont donc nuls.

Ainsi, le projet n'induit pas d'incidence notable ou dommageable sur le milieu naturel.

4.2. Paysage

4.2.1. État initial

4.2.1.1. À l'échelle du secteur paysager

L'Atlas des paysages de la Loire identifie 7 unités de paysages à travers son territoire.



Figure 18. Cartographie des secteurs paysagers de la Loire (source : Atlas des paysages de la Loire, 2002)

Le site est compris dans l'unité dite « Le Roannais » caractérisé par un mélange d'espaces ruraux et de forêts.

4.2.1.2. Contexte local

Le site s'insère dans un secteur d'activité agricole. Il n'est que peu perceptible depuis la départementale D17 où on peut entrapercevoir, derrière une rangée d'arbres, le bassin et le stockage des véhicules et bennes vides.

Le site est visible depuis le chemin des Grépilles.



Figure 19. Vue sur le site du haut du chemin des Grépilles



Figure 20. Photo vue de la D17

4.2.2. **Impacts et mesures**

4.2.2.1. **Visibilité du site**

Aucun changement majeur dans l'aménagement du site n'est prévu excepté l'ajout du magasin modulaire à l'est du site, sur une zone peu visible depuis l'extérieur. Ainsi, comme actuellement, le site est peu remarquable depuis la départementale D17.

Il sera toujours visible depuis le chemin des Grépilles.

4.2.2.2. **Mesures relatives à l'aménagement du site**

L'accès au site n'est pas modifié par rapport à l'existant, le portail et toutes les clôtures sont conservées. Les modifications à l'intérieur du site seront peu visibles depuis l'extérieur.

Aucun travaux n'est prévu dans le cadre du projet excepté l'ajout d'un magasin modulaire. Ce dernier ne sera que très peu visible depuis l'extérieur du site.

4.2.2.3. **Mesures d'intégration paysagère**

Le site continuera à être maintenu en bon état de propreté.

Le projet, qui consiste en une réorganisation du site ainsi que l'ajout d'un magasin modulaire, n'aura pas d'impact négatif sur l'environnement paysager.

5. *Milieu physique*



5.1. Climat

5.1.1. *État initial*

5.1.1.1. Températures et précipitations

Les températures et précipitations moyennes sur la commune de Vougy sont représentées sur la figure ci-après.

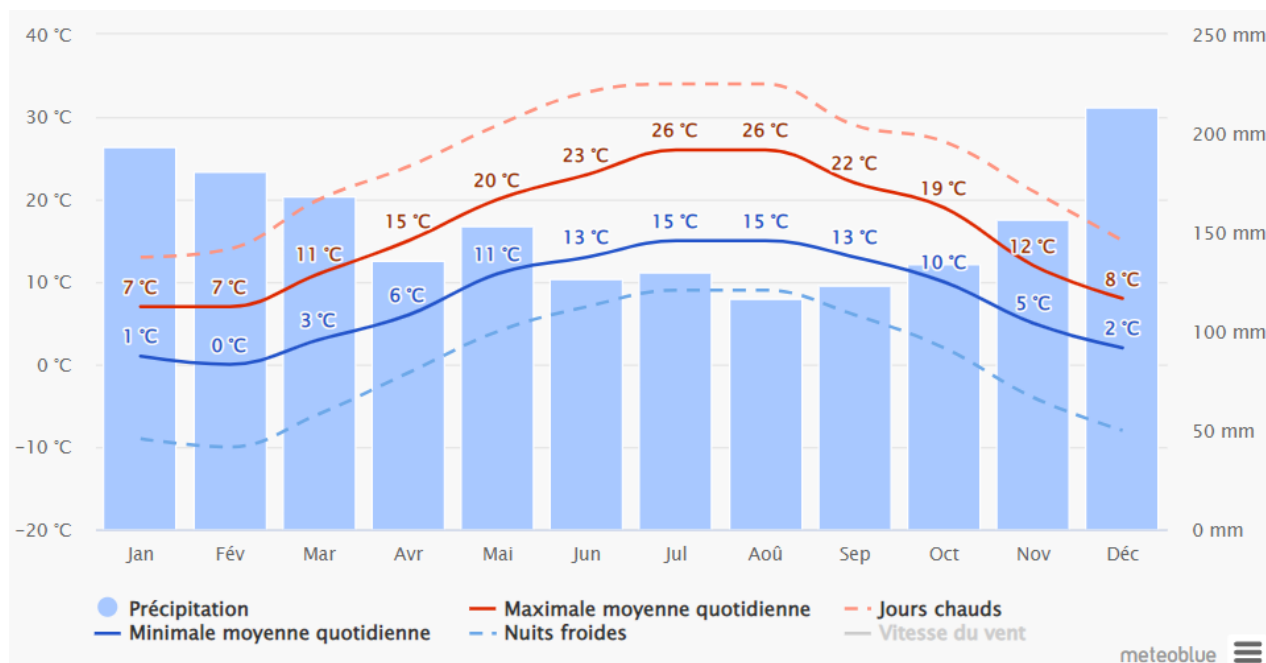


Figure 21. Températures et précipitations moyennes sur la commune de Vougy (source : meteoblue)

L'évolution des températures et des précipitations au cours des 40 dernières années est présentée ci-dessous.

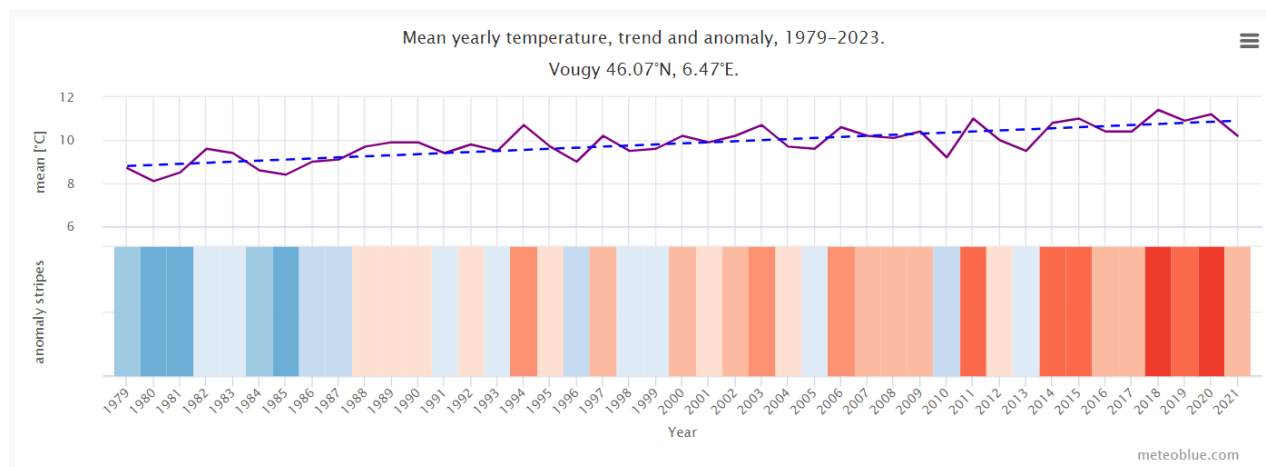


Figure 22. Evolution de la température moyenne entre 1979 et 2022 sur la commune de Vougy (source : meteoblue)

5.1.1.2. Vents

Les vents dominants sur la commune de Vougy sont :

- › Les vents de secteur sud et sud-est (S, SSE et SE), qui soufflent plus de 2400 h/an toutes vitesses confondues, avec une prédominance des vents faibles ;
- › Les vents de secteur nord et ouest (W, WNW, NW, NNW et N), qui soufflent plus de 3500 h/an toutes vitesses confondues, avec une prédominance des vents faibles à moyens.

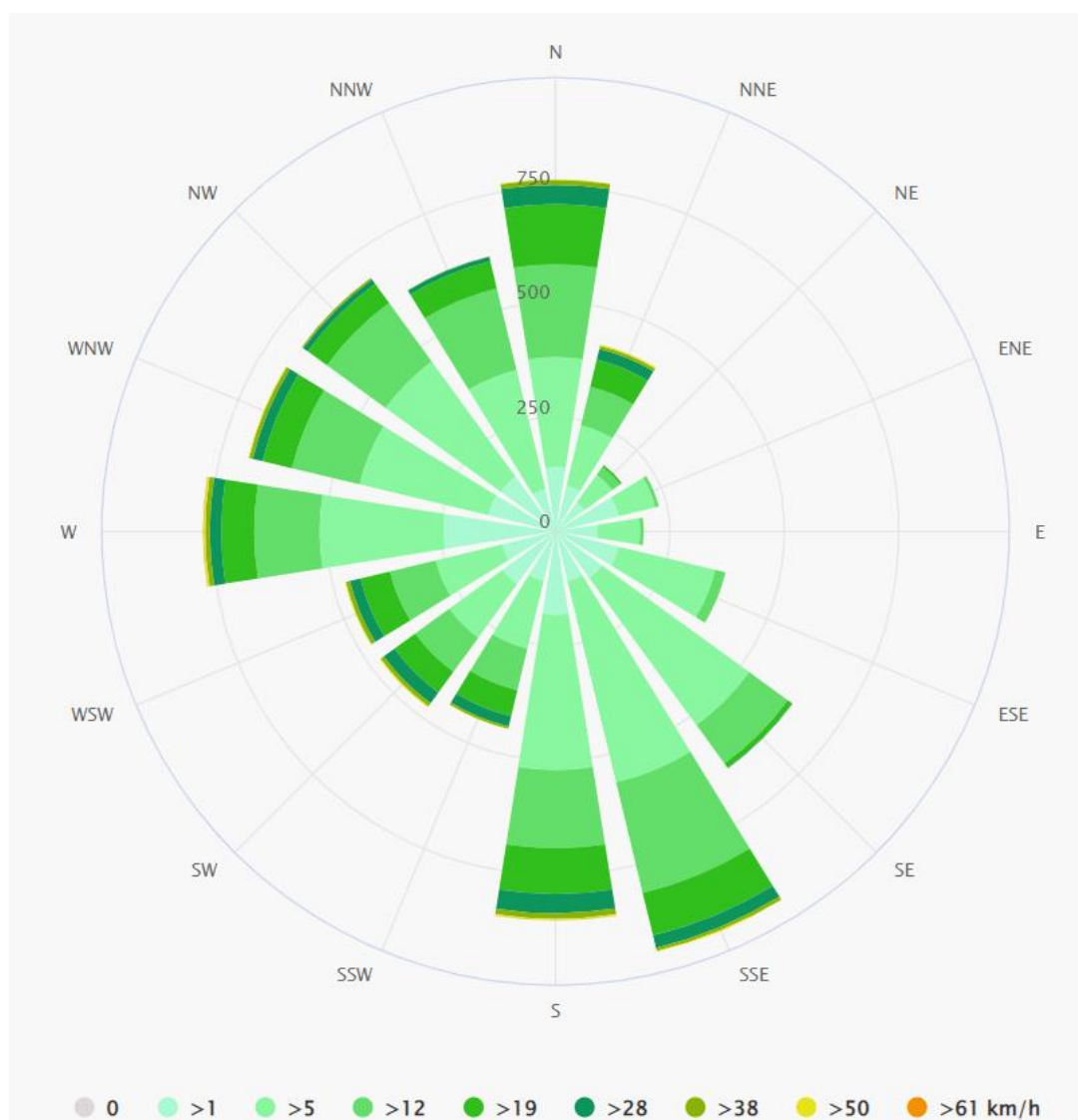


Figure 23. Rose des vents – Vougy (source : Meteoblue)

5.1.2. Impacts et mesures

Dans le cadre du projet, les émissions de polluants et de gaz à effet de serre sont liées essentiellement à :

- › La circulation des véhicules lors de l'apport des déchets et de leur évacuation ;
- › La circulation des engins du site pendant l'exploitation ;
- › La consommation énergétique (éclairage, carburant des engins...).

En effet, le transport par la route et l'utilisation des engins entraînent l'émission de polluants et de CO₂ d'origine fossile. Il est à noter que cet impact se cumule avec les émissions déjà existantes dans l'environnement (axes routiers...) et que l'impact de l'activité du site restera limité.

En termes d'impacts, le projet augmente peu l'émission de polluants et de CO₂ par rapport au contexte local (augmentation de 0,3% du trafic sur la D17).

Enfin, l'activité de traitement des déchets sur le site permet l'utilisation des déchets en tant que matière première secondaire, limitant de ce fait les besoins en matières premières et les émissions de gaz à effet de serre nécessaires à leur extraction. Le projet a donc des impacts positifs et contribue à la préservation des ressources naturelles.

D'une façon générale, les impacts du projet sur les facteurs climatiques sont négligeables.

5.2. Relief et topographie

5.2.1. État initial

Le site se trouve à une altitude d'environ 277 m NGF. Le terrain naturel est en légère pente vers l'Ouest.



Figure 24. Extrait de la topographie du site (source : fr.topographic-map)

La morphologie du site et alentours présentent un relief très peu marqué.

5.2.2. *Impacts et mesures*

Le projet présenté n'entraînera pas de modification de la topographie du terrain.

L'impact du projet sur le relief et la topographie est nul.

5.3. Risques naturels

5.3.1. *Etat initial*

Le site de Vougy est concerné par les risques naturels suivants.

Inondation

La commune de Vougy est concernée par le risque inondation mais n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI).

Mouvement de terrain

Le site du projet se situe dans une zone d'exposition au risque de retrait-gonflement des argiles considérée comme faible, excepté une légère partie du sud-est du site qui se trouve en zone à risque moyen.

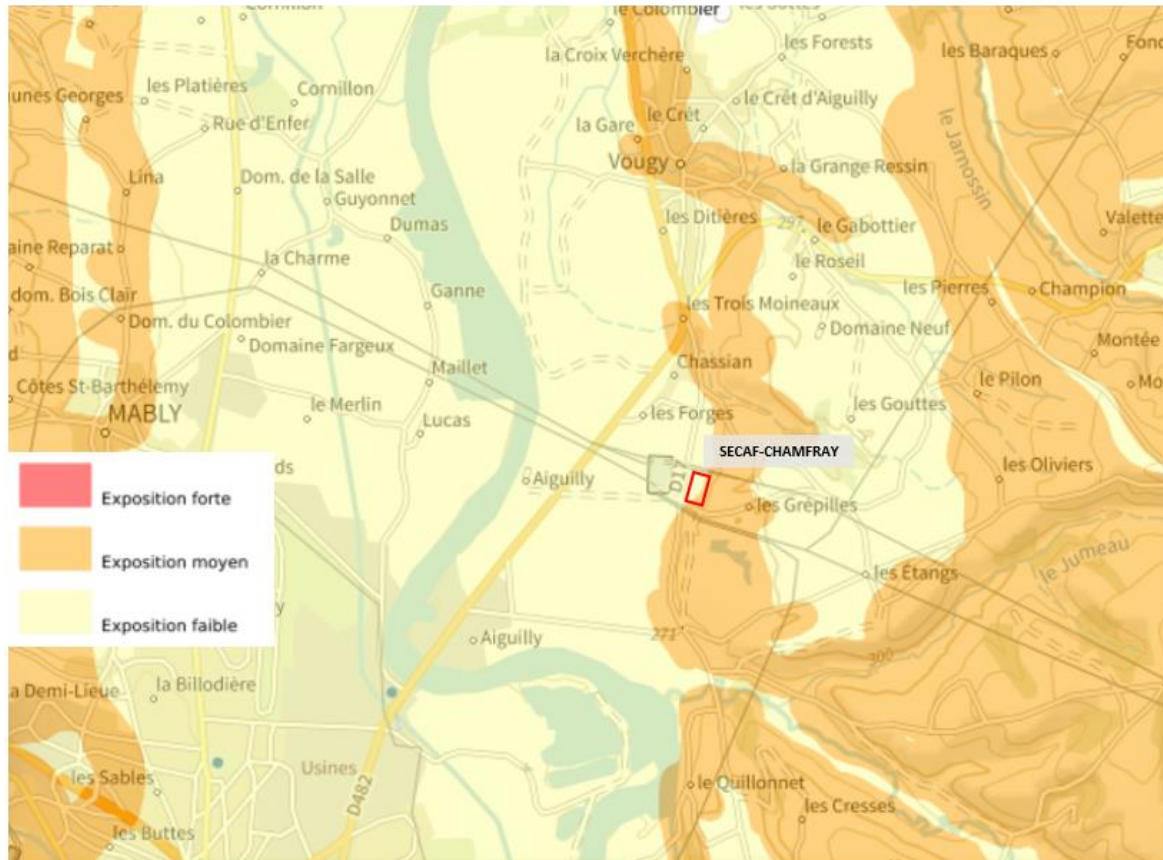


Figure 25. Cartographie du risque de retrait-gonflement des argiles

Risque sismique

La commune de Bussac-Forêt se trouve dans la zone de sismicité d'aléa faible (zone de sismicité 2).

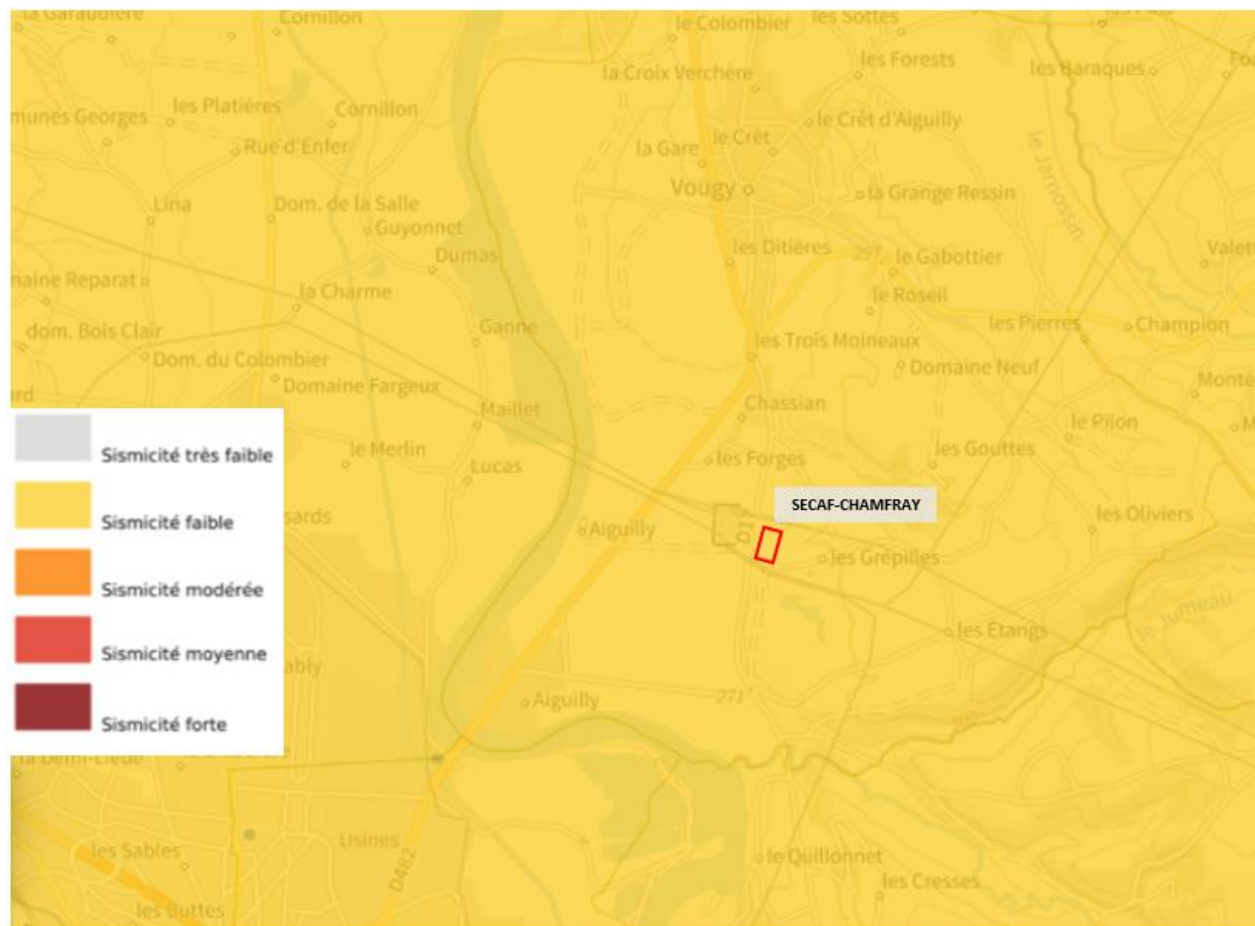


Figure 26. Zonage sismique (source : Géorisques)

Risque radon

Le site du projet se situe dans une zone de potentiel radon de catégorie 3.

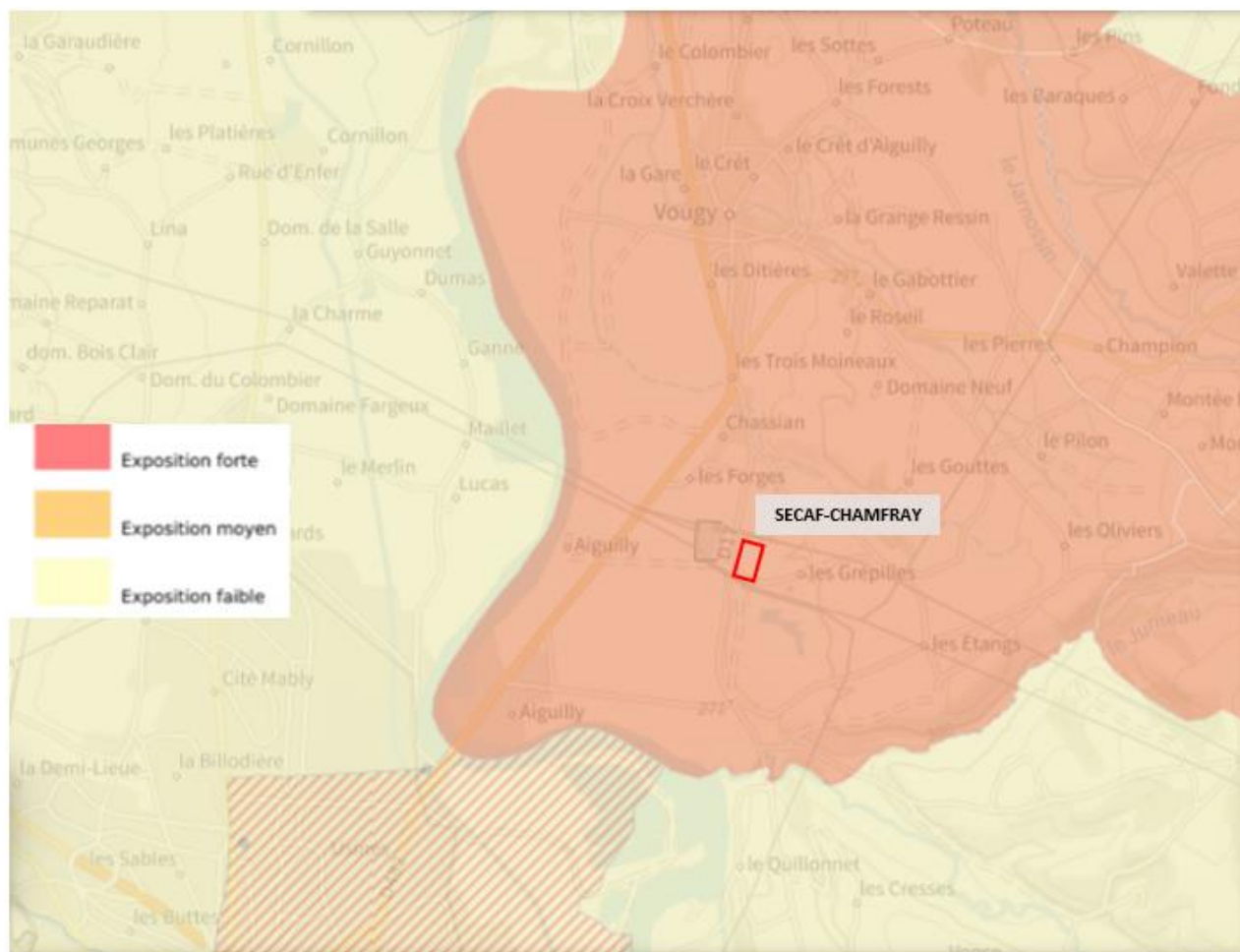


Figure 27. Cartographie de risque retrait-gonflement des argiles (source : Géorisques)

5.3.2. Impacts et mesures

Le site du projet correspond au site actuel et est déjà imperméabilisé. Aucune construction supplémentaire n'est prévue, excepté la création d'un magasin modulaire.

L'ensemble des eaux de ruissellement du site sont collectées dans un bassin tampon étanche afin d'une part de les contrôler et de réguler les rejets.

Les risques naturels et leurs incidences potentielles sur l'exploitation du site sont décrits plus en détails dans la « Pièce n°4 – Etude de Danger » du DDAE.

Le projet est conçu de manière à ne pas être impacté par les risques naturels.

5.4. Qualité des sols

5.4.1. *État initial*

La base de données BASIAS inventorie les sites industriels et activités de service, en activité ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement et dont il convient de conserver la mémoire.

Elle recense actuellement 4 sites sur la commune de Vougy.

Tableau 9. Sites et sols potentiellement pollués sur la commune de Vougy (source : BASIAS)

N° identifiant BASIAS	Dernière raison sociale de l'entreprise	Activité	Adresse
RHA4200708	Rhône-Alpes Enrobés	Centrale d'enrobage à chaud	Lieu-dit « Aguilly »
RHA4202072	LTV Pneu	Dépôt de pneumatiques usagés	Lieu-dit « Les Grépilles »
RHA4207607	Les sables et graviers de la Loire	Concassage et criblage de sables et graviers	Lieu-dit « Aguilly »
RHA4207608	M. Charpin et SOGEMO SA	Atelier de vente, d'entretien, réparation auto et dépôt de véhicules accidentés	Lieu-dit « Aguilly »



0 1 2 km

source : image satellite google

Localisation du site

- Rayon de 2 km
- Emprise du site
- Sites CASIAS

Figure 28. Cartographie des sites BASIAS à proximité du projet

La base de données des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) recense les terrains où la pollution avérée du sol justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et sa prise en compte dans les projets d'aménagement. La parcelle où se trouve le site pourrait présenter des risques environnementaux liés à la présence de l'ancienne activité LTV Pneu « Dépôts de pneumatiques usagés ». Cette information sera prise en compte au moment du choix de remise en état du site au moment de la cessation d'activité.

5.4.2. **Impacts et mesures**

5.4.2.1. **Risques de pollution des sols**

La gestion des déchets est une activité industrielle dont l'un des premiers risques est d'affecter le sol et les eaux souterraines car les déchets constituent en eux-mêmes un matériau complexe présentant un potentiel polluant à contrôler. En conséquence, leur traitement dans une installation autorisée doit être mené selon les règles de l'art et le respect du contexte réglementaire.

Des substances dangereuses peuvent être potentiellement présentes au niveau des zones de circulation des engins et véhicules en cas de déversement accidentel, notamment de carburant. Le sol peut donc être pollué de façon directe en cas de contact avec des déchets polluants, ou de façon indirecte en cas de lessivage par une eau chargée en éléments polluants.

Durant l'exploitation, les impacts pouvant affecter le sol du site et les alentours sont liés à des déversements incontrôlés.

Les déversements peuvent être de plusieurs sortes :

- › Des hydrocarbures provenant d'une cuve de stockage ;
- › Le lessivage des éléments polluants pouvant potentiellement être présents sur le site ;
- › Des écoulements d'eaux de voiries chargées en hydrocarbures.

Dans le cadre de son activité, le site SECAF-CHAMFRAY possède un atelier de maintenance des engins du site dans lequel des produits dangereux peuvent être utilisés. La déchèterie récupérera également un certain nombre de déchets dangereux : amiante, batteries, DIS...

Pollution du sol et pollution des eaux souterraines sont intimement liées. Ce dernier sujet est donc abordé dans la suite du présent document.

5.4.2.2. **Mesures mises en place**

La principale mesure mise en place concerne l'imperméabilisation des sols soumis à la circulation et des sols sur lesquels sont prévues les zones d'activités et de stockage.

Ainsi, l'ensemble des activités bénéficieront de sols soit bétonnés, soit en enrobés, afin de

garantir leur étanchéité, la collecte des effluents et l'absence de pollution des sols.

La pollution des eaux et des sols sera également évitée par la mise sous rétention de toute substance polluante nécessaire à l'exploitation. D'une manière générale, tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau et/ou du sol sera muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- › 100% de la capacité du grand réservoir,
- › 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

De plus, SECAF-CHAMFRAY a mis en place des procédures en cas de pollution accidentelle qui sont connues et appliquées par les agents le cas échéant. Ces procédures sont détaillées dans la « Pièce n°4 – Etude de dangers ».

Sur le site on retrouve une station carburant disposant de 4 cuves à double enveloppe avec détecteur de fuite d'une capacité respective :

- › De biocarburant de 40 m³, pour l'alimentation des BOM ;
- › De gazole de 15m³, pour l'alimentation des autres camions ;
- › De GNR de 2 m³, pour l'alimentation des engins du site ;
- › D'AdBlue de 2,5 m³, pour mélange avec le biocarburant et le gazole.

Les eaux pluviales sont collectées de manière séparative et transitent par un débourbeur-déshuileur, à l'instar de tous les effluents susceptibles d'être chargés. Le principe de gestion des eaux est détaillé dans la « Pièce n°1 – Dossier Technique ». Les débourbeurs-déshuileurs sont contrôlés et vidangés régulièrement.

Dans le cadre du projet, les risques de pollution du sol sont faibles et déjà parfaitement maîtrisés par l'exploitant.

5.5. Géologie

5.5.1. *État initial*

D'après la carte géologique de la France, le site est localisé sur une couche de « formations alluviales (sables et graviers) : alluvions anciennes (quaternaire moyen et supérieur) : moyenne nappe ».

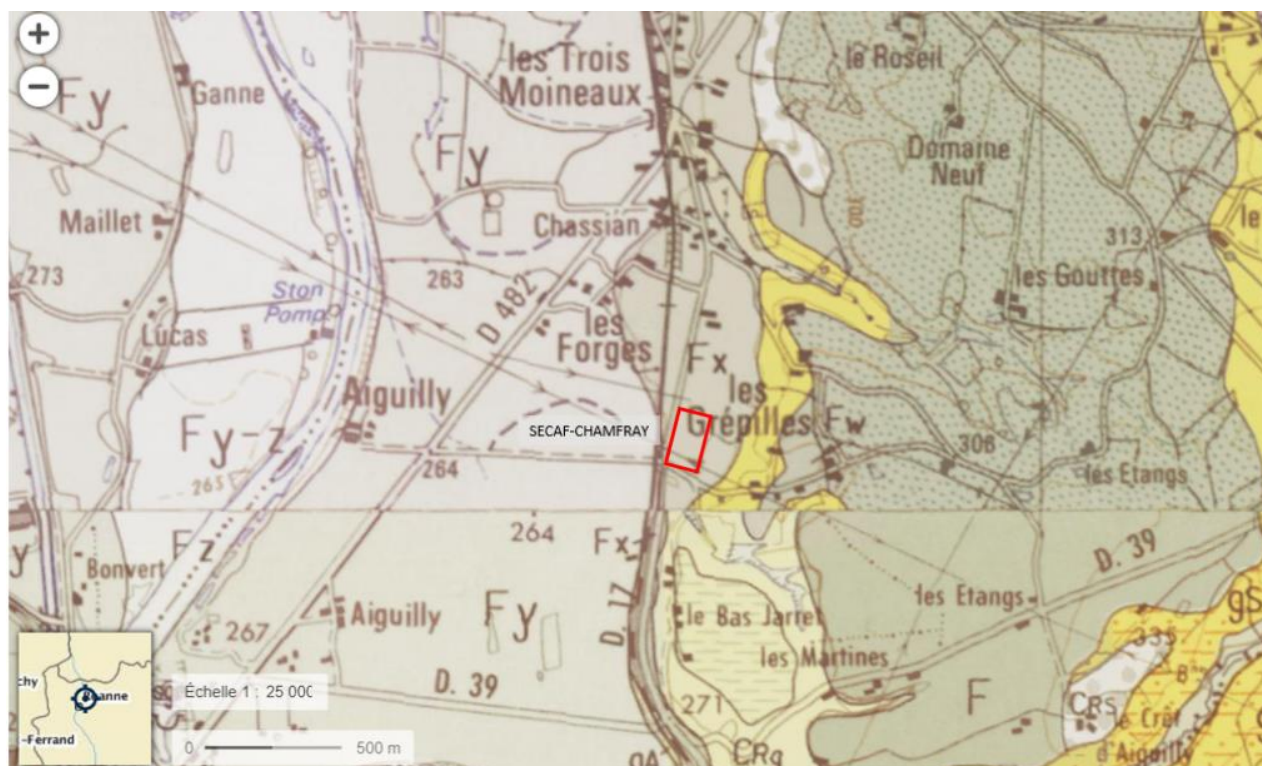


Figure 29. Carte géologique (source : Géoportail)

Les sondages effectués dans le cadre de la construction du site (études G11 et G12 réalisées par Hydrogéotechnique Centre 2013) confirment la nature argileuse du sous-sol.

Tableau 10. Coupe géologique des forages effectués sur site (Hydrogéotechnique Centre, 2013)

Profondeur	Lithologie
De 1,30m à 1,46m	Couche d'argiles beige-jaunâtre à cailloux / blocs
De 1m à 10m	Sables plus ou moins grossiers marron-ocre à gris-beige

5.5.2. Impacts et mesures

Le projet ne prévoit aucuns travaux ou aucun décaissement ni aucune intervention pouvant affecter les couches profondes du sol.

De ce fait, le projet n'aura pas d'impact sur la géologie en place et ne présentera pas de risque d'instabilité géotechnique.

5.6. **Hydrogéologie et hydrologie**

5.6.1. *État initial*

5.6.1.1. **Contexte hydrogéologique**

Le site est rattaché à l'entité hydrogéologique nommée « Formations des sables et argiles de type Limagne et calcaires lacustres de l'Eocène-Oligocène dans le bassin de la Loire du Rhin à l'Allier ». Le code de l'entité est le 113AL03.

Il s'agit d'une entité semi-perméable de type poreuse. Les caractéristiques de l'entité hydrogéologique auquel le site de l'étude est rattaché sont présentés ci-après.

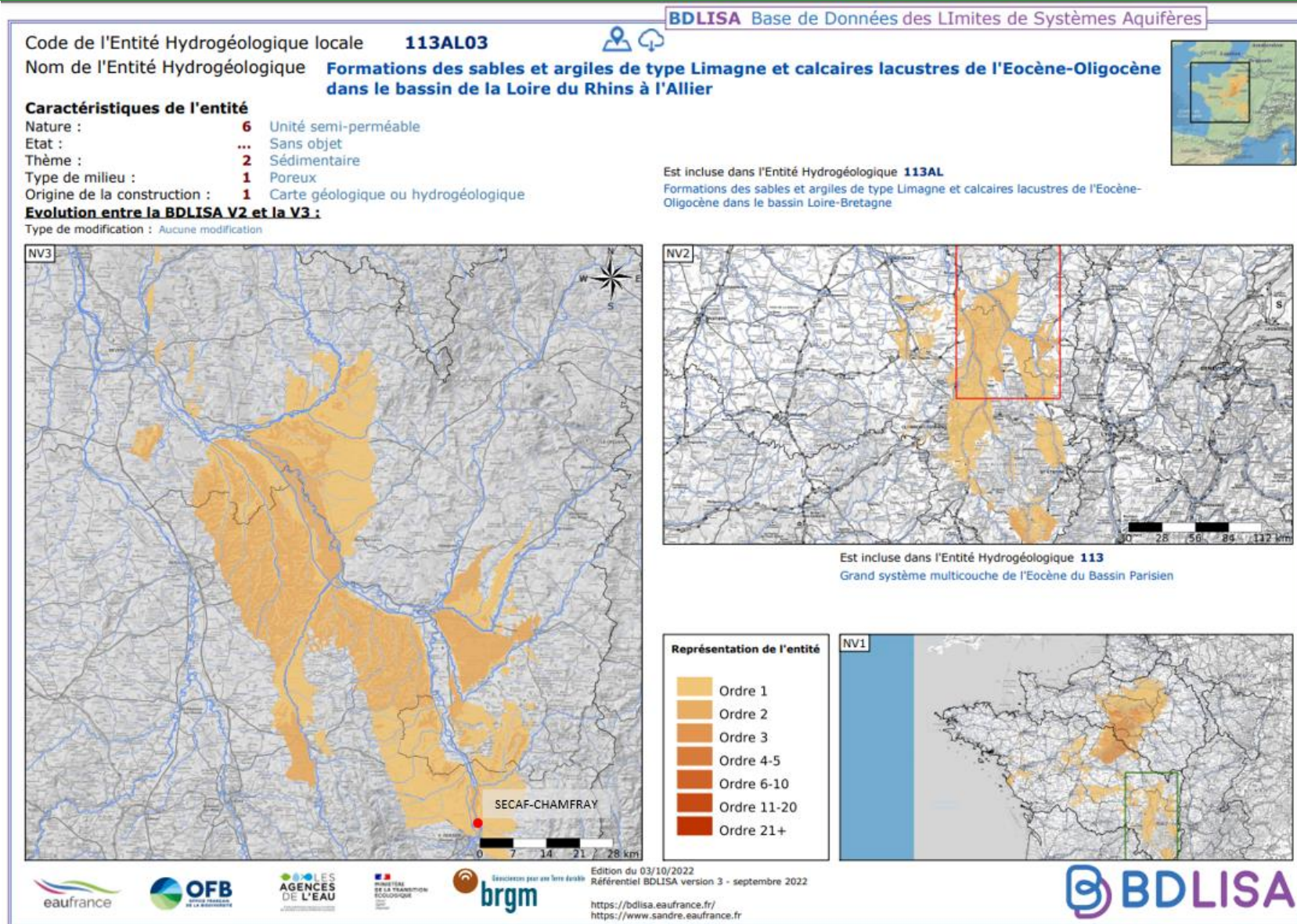


Figure 30. Fiche nationale de l'entité hydrogéologique locale (BDLISA)

5.6.1.2. Captage d'Alimentation en Eau Potable (AEP)

Le site n'est pas situé dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable. Le captage d'eau potable le plus proche du site est :

- › Le captage de GRAVIERES SI POUILLY S/CHARL situé sur la commune de Briennon à plus de 5 km au nord du site.

Par mesure de confidentialité de la donnée les éléments cartographiques liés à ce captage d'AEP n'est pas représenté dans la présente étude d'incidence.

5.6.1.3. Contexte hydrologique

Le site est rattaché au bassin hydrographique Loire-Bretagne et plus localement au sous-bassin de l'Allier-Loire Amont.



Figure 31. Carte du bassin Loire-Bretagne et de ses sous-bassins (source : Etat des lieux du bassin Loire-Bretagne, SDAGE)

Le projet est localisé à environ 500 m à l'est de la Loire. D'une longueur d'environ 1 000 km, la Loire prend sa source en Ardèche et se jette dans l'océan Atlantique.



Localisation du site

Emprise du site

Rayon de 2km

Réseau hydrographique

Cours d'eau

Plan d'eau

Figure 32. Réseau hydrographique aux alentours du site

Qualité et débit des cours d'eau

Les objectifs de qualité des masses d'eau sont établis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2022-2027, adopté le 03 mars 2022.

La Loire :

L'objectif de qualité de la Loire depuis la confluence du Trambouzan jusqu'à Digoin est un bon état écologique pour 2027 et un bon état chimique pour 2027.

Aucune donnée sur le débitmètre n'est disponible.

5.6.2. *Impacts et mesures*

5.6.2.1. *Pollution potentielle des eaux*

Les eaux pluviales tombant sur le site vont ruisseler et accumuler les éléments présents au sol (traces d'hydrocarbures, poussières...). Elles peuvent également entrer en contact avec les déchets sur les stockages qui sont effectués à l'air libre. Si ces eaux chargées ne sont pas traitées, elles peuvent contaminer, par infiltration ou ruissellement, les eaux superficielles.

Par ailleurs, le site possède 4 cuves de carburant. En cas de fuite, des infiltrations pourraient contaminer les sols et les eaux. Les cuves sont en double-peau pour éviter toutes pollutions.

Les dispositions prises sur le site en matière de gestion des eaux pluviales sont décrites dans la suite de ce chapitre, elles permettront de limiter le risque de pollution des eaux souterraines ou superficielles.

5.6.2.2. *Perturbation des écoulements souterrains et superficiels*

Le projet ne modifiera pas la topographie locale et n'entraînera pas de modification des écoulements superficiels. Concernant le rejet des eaux pluviales, le volume correspondra au volume des eaux pluviales tombant actuellement sur le site.

Concernant le rejet des eaux pluviales, le projet prévoit des mesures de collecte, de rétention et de traitement des eaux du site de façon à éviter tout impact sur les eaux souterraines et superficielles.

5.6.2.3. *Prélèvements et consommation en eau*

L'installation est raccordée au réseau public d'eau potable. Elle est équipée d'un disconnecteur empêchant tout retour vers ce dernier. Il est et continuera à être vérifié annuellement.

Les prélèvements se font sur le réseau d'eau potable public pour les locaux sociaux et administratifs.

Deux cuves de récupération des eaux pluviales de toitures de 5 m³ unitaires permettent

l'alimentation en eau de l'aire de lavage ainsi que l'appoint de la réserve incendie.

5.6.2.4. Mesures de gestion séparative des eaux

Comme détaillé dans le dossier technique et conformément à la réglementation relative aux ICPE, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Tous les effluents aqueux sont canalisés (eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux de lavage de véhicules...).

Les eaux pluviales de toitures

Les eaux pluviales de toitures sont collectées puis stockées dans deux cuves de 5 m³ avant d'être réutilisées pour le nettoyage des bennes et engins et la remise à niveau de la réserve d'eau incendie.

Les eaux pluviales de voiries

L'ensemble des zones de stockage de déchets, des voies de circulation ainsi que des parkings sont imperméables (dalle béton).

Toutes les eaux pluviales de voiries sont collectées puis dirigées dans un bassin tampon étanche de 700 m³ (géomembrane PEHD) après passage dans deux séparateurs à hydrocarbures.

En sortie du bassin, les eaux passent dans un ouvrage de régulation de 2 l/s puis par un décanteur particulière avant rejet dans le milieu naturel par infiltration.

Les eaux pluviales ruisselant au niveau de la station carburant sont collectées puis dirigées vers le bassin tampon étanche après passage dans deux séparateurs à hydrocarbures.

Les eaux de lavage

Les eaux de la station de lavage, située à l'extérieur du bâtiment, rejoignent les eaux de voiries et sont traitées par un séparateur à hydrocarbure.

Les eaux usées domestiques

Les eaux usées issues des locaux sociaux sont directement collectées dans la micro-station d'épuration gérée par la société SECAF-CHAMFRAY. Cette dernière se situe entre le pont bascule et le bâtiment d'exploitation.

La micro-station est curée tous les ans par un organisme agréé.

Les eaux du réseau d'eau potable

Le raccordement de l'installation au réseau d'eau potable est équipé d'un disconnecteur de manière à empêcher tout retour d'eau en provenance du site vers le réseau public.

Les eaux d'extinction d'incendie

En cas d'incendie, la rétention des eaux d'extinction d'incendie se fait dans le bassin

tampon étanche de 700 m³. En cas de sinistre ou pollution, la pompe est coupée pour confiner les eaux du bassin.



Figure 33. Bassin de rétention des eaux

En fonction des résultats d'analyses des eaux, ces dernières sont soit rejetées au milieu naturel par infiltration soit pompées puis traitées par une entreprise agréée.

5.6.2.5. Moyens de mesures et suivi des eaux superficielles et souterraines

Eaux superficielles :

→ Détermination des valeurs limite de concentrations des paramètres à suivre :

Les paramètres mesurés et les valeurs limites à respecter sont présentées ci-dessous. Les valeurs limites ont été définies à partir :

- › L'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prescriptions de toutes les ICPE soumises à autorisation modifié par l'arrêté du 24 août 2017 relatif aux rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) aux ICPE soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 ;
- › L'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2714 et 2716.

Il faut noter que certains paramètres présentent un « basculement de seuil », lié au dépassement d'un flux quotidien rejeté.

Le site dispose d'équipements de gestion des eaux optimisés par rapport à l'activité. De ce fait, il est proposé de retenir les seuils les plus bas pour les paramètres disposant d'un « basculement de seuil », sans tenir compte du flux quotidien.

Une exception à ce principe est toutefois proposée pour les MES et la DBO5 car par retour d'expérience, le seuil bas (35 et 30 mg/l) ne pourra pas être respecté systématiquement : **il est donc proposé un seuil intermédiaire de 50 mg/l, correspondant aux performances constatées sur les sites équivalents du groupe.**

Par ailleurs, pour les paramètres phosphore et azote, afin de tenir compte du milieu récepteur, il est proposé de diviser par deux les seuils des arrêtés types et de l'arrêté du 02 février 1998, et passer les seuils respectivement à 5 mg/l et 15 mg/l.

Tableau 11. Valeur limite de surveillance des paramètres à analyser pour les rejets d'eau vers le milieu naturel

	Valeur limite de concentration - Art.32 AM 02/02/98 (mg/L)	Valeur limite de concentration - Art.33 AM 02/02/98 (mg/L)	VLC - Arrêté de déclaration (mg/l)			VLC - Arrêté d'enregistrement (mg/l)	VLC retenue
Paramètre	2718		2710.2	2791	2711 / 2713	2714 / 2716	
pH	5,5 < pH < 8,5	-	5,5 < pH < 8,5			5,5 < pH < 8,5	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30	-	< 30			< 30	< 30
MES	100, 35 si rejet > 15 kg/j	-	100	100	100, 35 si rejet > 15 kg/j	100, 35 si rejet > 15 kg/j	50
DBO ₅	100, 30 si rejet > 30 kg/j	-	100	100		-	50
DCO	300, 125 si rejet > 100 kg/j	300, 125 si rejet > 100 kg/j	300	300	300, 125 si rejet > 100 kg/j	300, 125 si rejet > 100 kg/j	125
COT	-	100, 45 si rejet > 35 kg/j	-	-	-	-	45
Azote	30 si rejet > 50 kg/j	30 si rejet > 50 kg/j	-	-	-	-	15
Phosphore	10 si rejet > 15 kg/j	-	-	-	-	-	5
Indice phénol	0,3 si rejet > 3 g/j	-	-	0,3	-	0,3	0,3
Cyanures libres	0,1 si rejet > 1 g/j	0,2	-	0,1	-	0,1	0,1
Plomb et ses composés	0,1 si rejet > 5 g/j	-	-	0,1		0,1 si rejet > 5 g/j	0,1
Cuivre et ses composés	0,15 si rejet > 5 g/j	0,25 si rejet > 5 g/j	-	-	-	0,15 si rejet > 5 g/j	0,15
Chrome et ses composés	0,1 si rejet > 5 g/j	-	-	-	-	0,1 si rejet > 5 g/j	0,1
Nickel et ses composés	0,2 si rejet > 5 g/j	0,2 si rejet > 5 g/j	-	-	-	0,2 si rejet > 5 g/j	0,2
Zinc et ses composés	0,8 si rejet > 20 g/j	2 si rejet > 20 g/j	-	-	-	0,8 si rejet > 20 g/j	0,8
Etain et ses composés	2 si rejet > 20 g/j	-	-	-	-	-	2
Fer, Aluminium et composés	5 si rejet > 20 g/j	-	-	-	-	-	5
Cadmium et ses	-	-	-	-	-	0,025	0,025

	Valeur limite de concentration - Art.32 AM 02/02/98 (mg/L)	Valeur limite de concentration - Art.33 AM 02/02/98 (mg/L)	VLC - Arrêté de déclaration (mg/l)			VLC - Arrêté d'enregistrement (mg/l)	VLC retenue
Paramètre	2718		2710.2	2791	2711 / 2713	2714 / 2716	
composés							
Mercure et ses composés	-	-	-	-	-	0,025	0,025
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	-	-	-	15	15	-	15
Manganèse et ses composés	1 si rejet > 10 g/j	-	-	-	-	-	1
Chrome hexavalent et ses composés	0,05 si rejet > 1 g/j	-	-	0,1	-	0,05	0,05
Arsenic et ses composés	-	0,2 si rejet > 0,5 g/j	-	0,1	-	0,025 si rejet > 0,5 g/j	0,025
Hydrocarbures totaux	10 si rejet > 100 g/j	-	10	10	-	10	5
Fluor et composés	15 si rejet > 150 g/j	-	-	-	-	15	15
Dichlorométhane	-	0,1 si rejet > 5 g/j	-	-	-	-	0,1
5 HAP*	-	-	-	-	-	0,025	0,025
AOX ou EOX	1 si rejet > 30 g/j	-	-	5	-	1	1

* Benzo(a)pyrène + Benzo(b)fluorenthène + Benzo(k)fluorenthène + Benzo(g, h,i) + Indeno(1,2,3-cd)pyrène

→ Mesure de suivi envisagé :

En tenant compte des éléments précédents, **il est prévu de réaliser 1 fois par an une mesure de l'ensemble des paramètres au niveau du point de rejet du site vers le milieu extérieur**. Pour les principaux paramètres (pH, MES, DCO, DBO₅, Azote, Phosphore et hydrocarbures), un contrôle semestriel est proposé en complément. Les mesures devront être conformes aux VLC retenus pour chaque paramètre et présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : Fréquence de contrôle des mesures de suivi

Paramètres / Substances	Valeurs (mg/L)	Fréquence de contrôle
pH	5,5 < pH < 8,5	Semestrielle
MES	50	
DBO ₅	50	
DCO	125	
COT	45	Annuelle
Azote	15	Semestrielle
Phosphore	5	
Indice phénol	0,3	Annuelle
Cyanures libres	0,1	
Plomb et ses composés	0,1	
Cuivre et ses composés	0,15	
Chrome et ses composés	0,1	
Nickel et ses composés	0,2	
Zinc et ses composés	0,8	
Etain et ses composés	2	
Fer, Aluminium et composés	5	
Cadmium et ses composés	0,025	

Paramètres / Substances	Valeurs (mg/L)	Fréquence de contrôle
Mercure et ses composés	0,025	
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15	
Manganèse et ses composés	1	
Chrome hexavalent et composés	0,05	
Arsenic et ses composés	0,025	
Hydrocarbures totaux	5	Semestrielle
Fluor et composés	15	Annuelle
Dichlorométhane	0,1	
5 HAP	0,025	
AOX ou EOX	1	

Eaux souterraines :

Il n'est pas proposé de mesures de suivi des eaux souterraines en raison de l'imperméabilisation des terrains sur lesquels sont réalisés les activités. L'étanchéité des plateformes permet d'éviter le risque d'infiltration d'une pollution.

5.6.2.6. Autres mesures d'exploitation

Maintenance, entretien et plein des véhicules sur site de rétention

Le stockage d'hydrocarbures nécessaire aux engins d'exploitation et de collecte sur le site est réalisé dans 4 cuves de stockage double peau avec détecteur de fuite :

- › De biocarburant de 40 m³, pour l'alimentation des BOM ;
- › De gazole de 15 m³, pour l'alimentation des autres camions ;
- › De GNR de 2 m³, pour l'alimentation des engins du site ;
- › D'AdBlue de 2,5 m³, pour mélange avec le biocarburant et le gazole.

La maintenance des engins (huiles de vidanges, etc.) et le plein des engins est effectué

sur une surface étanche.

Les produits d'entretien tels que huiles de vidange, graisses, filtres, nettoyants, dégraissants (...) sont sur rétentions dans le local technique, puis éliminés en fonction de leur nature dans des filières spécialisées.

Les dispositions prises sur le site en matière de gestion des eaux permettent donc d'éviter tout impact sur les eaux superficielles et souterraines du fait des rejets du site.

5.6.3. *Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE*

Le SDAGE

Né de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil d'aménagement du territoire spécifique à chaque grand bassin hydrographique qui vise à obtenir les conditions d'une meilleure économie de la ressource en eau et le respect des milieux aquatiques, tout en assurant un développement économique et humain en vue de la recherche d'un développement durable. Les modalités de mises en œuvre sont précisées dans l'article L212 du Code de l'Environnement.

La commune de Vougy est concernée par le **SDAGE Loire-Bretagne** qui définit pour une période de six ans les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre.

Le SDAGE Loire-Bretagne, adopté le 03 mars 2022, couvre la période 2022-2027. Il se place dans la continuité du SDAGE 2016-2021 en le mettant à jour et requalifiant ses objectifs.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE et de préserver ou améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, 14 enjeux ont été identifiés :

- › Repenser les aménagements de cours dans leur bassin versant ;
- › Réduire la pollution par les nitrates ;
- › Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique ;
- › Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants ;
- › Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- › Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable ;
- › Préserver et restaurer les zones humides ;
- › Préserver la biodiversité aquatique ;
- › Préserver le littoral ;
- › Préserver les têtes de bassin versant ;
- › Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques ;

- › Mettre en place des outils réglementaires et financiers ;
- › Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Plus précisément, les aménagements qui font l'objet d'imperméabilisation doivent être compatibles au regard des dispositions prévues aux points 3D-2 et 3D-3 du SDAGE Loire-Bretagne :

- › **3D-2 : Limiter les apports d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales et le milieu naturel dans le cadre des aménagements :**
 - *Si les possibilités de gestion à la parcelle sont insuffisantes (infiltration, réutilisation...), le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs des eaux pluviales puis dans le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits acceptables par ces derniers et de manière à ne pas aggraver les écoulements par rapport à la situation avant aménagement. À défaut d'une étude spécifique précisant la valeur de ce débit de fuite, le débit de fuite maximal sera de 3 l/s/ha pour une pluie décennale et pour une surface imperméabilisée raccordée supérieure à 1/3 ha.*

Sur le site SECAF-CHAMFRAY, un ouvrage de régulation est placé en sortie de bassin et permet de réguler les rejets à 2 l/s soit environ 1,5 l/s/ha. De plus, le projet ne prévoit aucune imperméabilisation supplémentaire des sols : le volume des eaux de ruissellements restera identique à l'exploitation actuelle.

- › **3D-3 : Traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales :**
 - *Les autorisations portant sur de nouveaux ouvrages permanents ou temporaires de rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel, ou sur des ouvrages existants faisant l'objet d'une modification substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement prescrivent que les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée par des macropolluants ou des micropolluants sont des effluents à part entière et doivent subir les étapes de dépollution adaptées aux types de polluants concernés. Ces rejets d'eaux pluviales sont interdits dans les puits d'injection, puisards en lien direct avec la nappe. La réalisation de bassins d'infiltration avec lit de sable est privilégiée par rapport à celle de puits d'infiltration.*

Sur le site SECAF-CHAMFRAY, les eaux pluviales ruisselant sur les voiries du site sont collectées par un ensemble d'avaloirs puis dirigées vers un bassin aérien situé sur la parcelle. Un séparateur à hydrocarbures situé en amont du bassin ainsi qu'un décanteur particulaire en sortie de bassin permettent un pré-traitement de ces eaux avant rejet vers le milieu naturel par le biais d'un drain. Le débit est régulé par un ouvrage de régulation.

Les eaux pluviales de toitures sont collectées puis stockées dans deux cuves de 5 m³ en vue de leur réutilisation pour le lavage des engins et le remplissage de la réserve incendie.

Les eaux usées du bâtiment d'exploitation sont gérées par un dispositif d'assainissement non collectif (micro-station).

Le SAGE

La commune de Vougy n'est pas comprise dans un périmètre concerné par un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Le projet se conforme aux orientations du SDAGE. Il aura peu, voire pas d'impact sur la qualité des eaux souterraines et de surface.

5.7. Qualité de l'air

5.7.1. *État initial*

5.7.1.1. Contexte général

La qualité de l'air dans le département de la Loire est suivie par une Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) « ATMO Auvergne-Rhône-Alpes ».

Le dispositif de surveillance de la qualité de l'air comprend des mesures en continu des concentrations de polluants par des stations fixes. Par ailleurs, des stations mobiles permettent la réalisation de campagnes de mesures.

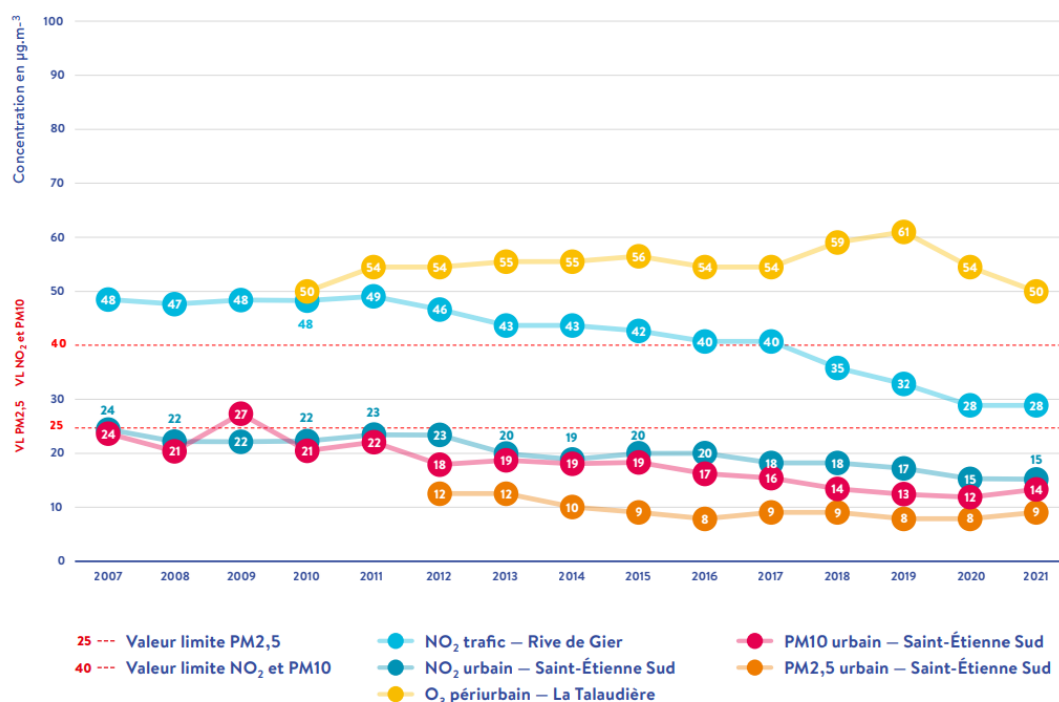


Figure 34. Evolutions des principaux polluants de 2007 à 2021 dans le département de la Loire (Source : ATMO Auvergne-Rhône-Alpes)

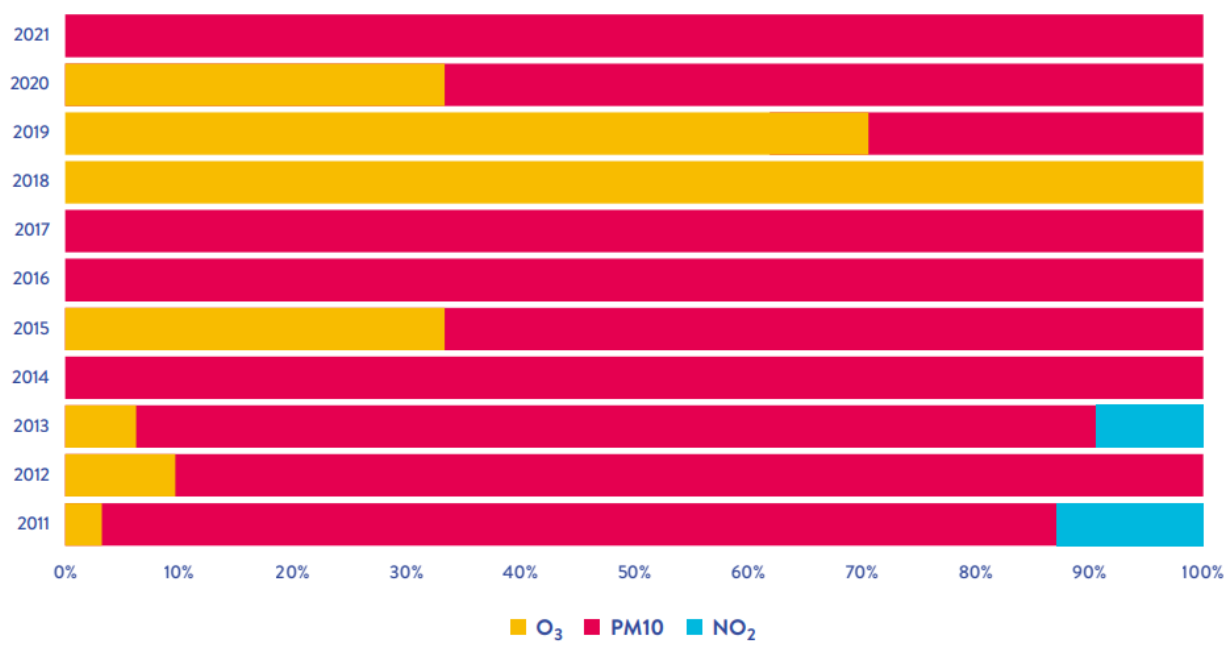


Figure 35. Polluants responsables des vigilances dans la Loire entre 2011 et 2021 (Source : ATMO Auvergne-Rhône-Alpes)

L'année 2021 a été marquée par 5 jours de vigilance pollution dans la Loire, dont aucune journée concernant l'ozone.

Depuis 2007, on observe une tendance à la baisse pour les concentrations des principaux polluants atmosphériques (PM10, PM2,5 et NOx) excepté pour la concentration en ozone (O₃) qui a subi une augmentation en 2019. Cette dernière a finalement diminué en 2020 et 2021.

5.7.1.2. Qualité de l'air à proximité du site

ATMO Auvergne-Rhône-Alpes possède une station de mesure de la qualité de l'air à environ 5 km du site, dans l'agglomération de Roanne.

L'observatoire climat air énergie Auvergne-Rhône Alpes permet l'accès aux données des émissions de polluants atmosphérique sur le territoire de la Communauté de Communes Charlieu-Belmont.

Tableau 13. Emissions des polluants (en tonnes) sur la CC Charlieu-Belmont et le département de la Loire en 2020

Polluant	Territoire CC Charlieu-Belmont	Département Loire
COVNM	258	6 968
NH ₃	418	6 210

Polluant	Territoire CC Charlieu-Belmont	Département Loire
NOx	151	6 029
PM10	102	2 330
PM2.5	86	1 857
SOx	11	548

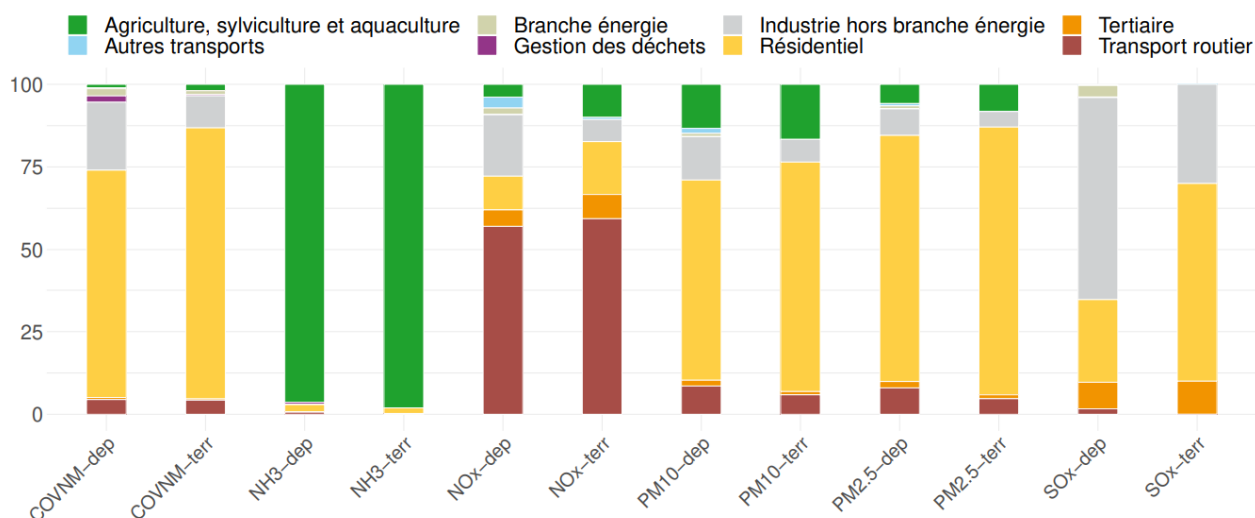


Figure 36. Contributions des secteurs d'activité dans les émissions des polluants (en tonnes) sur le territoire de la CC Charlieu-Belmont et le département de la Loire en 2020 (Source : ORCAE Auvergne-Rhône Alpes)

L'analyse des données de l'ORCAE Auvergne-Rhône Alpes ne permet pas de mettre en évidence la part des émissions de polluants attribuée au secteur de la gestion des déchets.

5.7.2. Impacts et mesures

5.7.2.1. Émissions de polluants et de gaz à effet de serre liées au projet

Dans le cadre du projet, les émissions de polluants et de gaz à effet de serre sont liées essentiellement à :

- › La circulation des véhicules lors de l'apport des déchets et de leur évacuation ;
- › La circulation des engins du site pendant l'exploitation ;
- › La consommation énergétique (éclairage, carburant des engins...).

En effet, le transport par la route et l'utilisation des engins entraînent l'émission de polluants et de CO₂ d'origine fossile. Il est à noter que cet impact se cumule avec les émissions déjà existantes dans l'environnement (axes routiers...) et que l'impact de l'activité du site restera limité.

	Consommation annuelle de GNR (L/an)	Facteur d'émission (kgCO ₂ eq/L)	Emission de gaz à effet de serre (tCO ₂ eq)
Pelle	16 400 L	3,17 kgCO ₂ eq/L	51,99 tCO ₂ eq
Téléscopique	8 400 L		26,63 tCO ₂ eq
Chariot presse	2 370 L		7,51 tCO ₂ eq

La consommation énergétique du site sera du même ordre de grandeur dans le cadre de ce projet.

En termes d'impacts, le projet augmente peu l'émission de polluants et de CO₂. Les sources d'émission sont identiques au site existant (augmentation de 0,3% de la part du trafic local).

Enfin, l'activité de traitement des déchets sur le site permet l'utilisation des déchets en tant que matière première secondaire, limitant de ce fait les besoins en matières premières et les émissions de gaz à effet de serre nécessaires à leur extraction. Le projet a donc des impacts positifs et contribue à la préservation des ressources naturelles

D'une façon générale, les impacts du projet sur la qualité de l'air (au niveau local) sont négligeables.

5.7.2.2. Mesures relatives aux gaz d'échappement

Concernant les gaz d'échappement, l'utilisation de véhicules sera soumise aux normes définies par l'arrêté du 17 juillet 1984 modifié pour l'émission de gaz d'échappement.

Les engins utilisés seront conformes aux normes réglementaires en vigueur.

6. Etude de risques sanitaires (ERS)



6.1. Objectif et cadre méthodologique

6.1.1. Objectif

Ce chapitre sur l'hygiène, la santé humaine et la salubrité publique vise à estimer les risques potentiels auxquels serait exposée la population vivant à proximité du site de Vougy. Le risque se définit comme la probabilité d'occurrence d'effets négatifs pour la santé suite à une exposition à un danger. Le risque n'existe qu'en présence d'une source de danger et implique un transfert de l'agent dangereux vers les cibles que sont les populations.

Le principe de l'évaluation des risques est illustré par le schéma suivant :

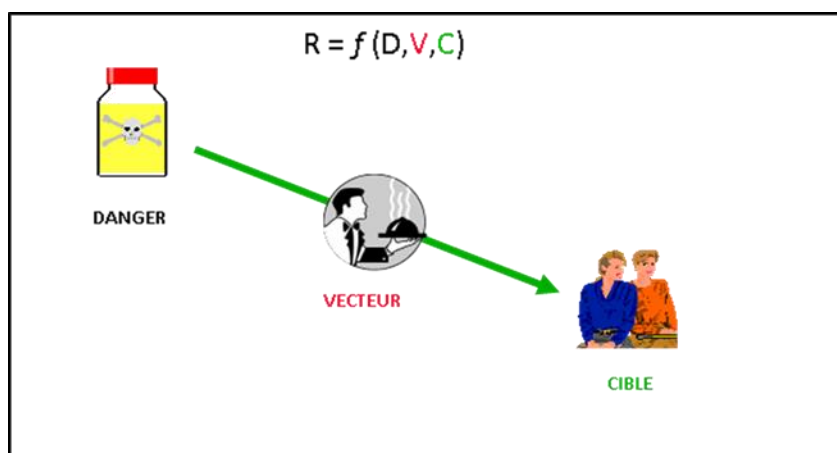


Figure 37. Principe de l'évaluation des risques sanitaires (source : INERIS)

Il est à noter que le personnel du site n'est pas concerné par cette étude et ne figure pas dans les populations exposées identifiées dans ce chapitre car il relève, vis-à-vis des risques liés à l'exploitation, de la législation du Code du travail.

6.1.2. Principes et méthodologie de l'étude de risque sanitaire

L'évaluation du risque sanitaire doit se construire autour de 5 grands principes (INERIS, 2003) :

- › La prudence scientifique : certains points de l'ERS trouvent leurs limites dans l'état actuel des connaissances scientifiques ;
- › La spécificité du site : environnement du site, activité déjà en fonctionnement... ;
- › La transparence : présentation détaillée des différentes hypothèses ;
- › La proportionnalité : selon la nature et l'importance des émissions, selon la sensibilité du site ;
- › La cohérence.

6.2. **Evaluation de l'exposition humaine**

L'évaluation des enjeux et des voies d'exposition dépend de l'environnement du site de projet.

6.2.1. **Les cibles**

La déchèterie est située en périphérie de la commune de Vougy, à proximité immédiate de l'axe routier D17. La déchèterie est distante d'environ 2 km à vol d'oiseau du centre-ville de Vougy.

On recense à proximité immédiate du site plusieurs entreprises :

- › COPET RVM, située à proximité immédiate du site SECAF-CHAMFRAY ;
- › ECO Traitement Recyclage – Enregistrement (en exploitation) ;
- › SOGRAP – Autorisation (en exploitation) ;
- › Aiguilly Recyclage – Autorisation (en exploitation) ;
- › Matériaux Enrobés Roannais.

Une centrale électrique se situe également à proximité du site, de l'autre côté de la départementale.

Des habitations sont présentes aux alentours du site, dont la première se trouve juste en face du site, de l'autre côté de la D17. Les autres habitations les plus proches se trouvent à environ 100 m du site.

Certains établissements recevant du public (ERP) sont également proches du site (voir la carte ci-dessous).



- Périmètre du site
- Rayon de 2 km
- Carrière
- Centre équestre

Figure 38 : Emplacement des ERP autour du site

Les principales cibles humaines recensées sont donc les activités industrielles à proximité et les habitations.

6.2.2. *Les vecteurs de transfert et voies d'exposition*

Les principaux vecteurs de transferts et les principales voies d'exposition sont les suivants :

- › Eaux souterraines et superficielles (dilution des rejets) : ingestion directe ou absorption cutanée,
- › Air (dispersion) : inhalation, exposition au bruit,
- › Air → sol (dépôt) : ingestion directe,
- › Sol et Air → produits végétaux → produits animaux (transferts multimédia) : ingestion indirecte.

Toutes les eaux de ruissellement du site sont collectées, pré-traitées par la présence d'un débourbeur/déshuileur puis stockées dans le bassin de gestion des eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel par un drain. Des contrôles périodiques sur les rejets sont réalisés par un organisme agréé.

Des parcelles agricoles sont situées en périphérie du site, il s'agit essentiellement de prairies permanentes. Dans un rayon de 500 m autour du site, on recense également quelques parcelles agricoles de blé tendre, de triticales et de sorgho.

Ainsi, les seuls vecteurs de transfert retenus sont :

- › L'air, par inhalation ou l'exposition au bruit ;
- › Le sol, par l'ingestion directe des poussières déposées, de produits végétaux et animaux.

Le schéma conceptuel suivant illustre les voies d'exposition potentielles :

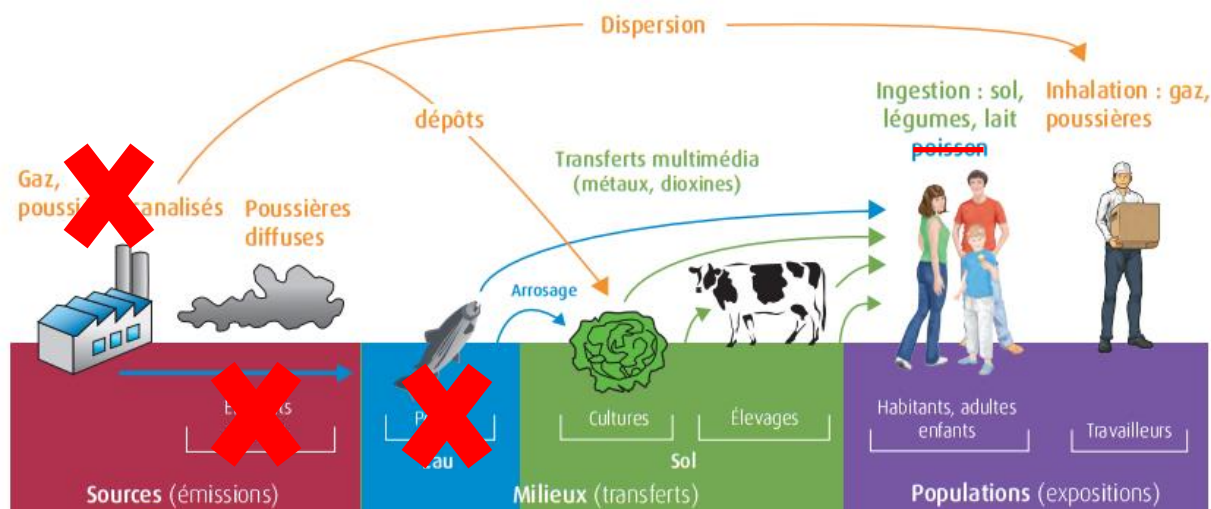


Figure 39. Schéma conceptuel d'exposition (Source du schéma de base : INERIS)

6.3. Evaluation des émissions de l'installation

Dans le cadre du projet, les émissions de l'installation ont été recensées. Elles sont listées ci-dessous.

6.3.1. Danger de nature chimique

Les matières réceptionnées

Les matières réceptionnées sur site sont principalement des encombrants, des déchets des professionnels (métaux, bois, plâtre, plastiques, verre, déchets verts, gravats, pneus), des déchets dangereux (amiante, solvants, phytosanitaires, bouteilles de gaz, huile de vidange, batteries, piles, extincteurs). Aucun contact direct des populations avec les matériaux du site n'est envisagé dès lors qu'ils ont été réceptionnés sur le site.

Les déchets réceptionnés arrivent sur site par les propres moyens des professionnels qui viennent déposer leurs déchets. Ils sont déversés et stockés sur le site au niveau de zones dédiées. De plus, le site est clôturé et son accès est contrôlé.

Les déchets dangereux réceptionnés sur site sont stockés et gérés de façon à éviter tout risque pour la population alentour et pour les personnes fréquentant le site. Les déchets d'amiante, en particulier, seront réceptionnés conditionnés (en big bag fermé et scellé, en body benne fermée et scellée ou sur palette filmée et scellée) et ne pourront être à l'origine d'émission de fibres.

Les matériaux réceptionnés sur site ne sont pas retenus comme source de danger pour les populations environnantes, du fait de leur nature.

Les matériaux réceptionnés sur site ne sont pas retenus comme source de danger pour les populations environnantes, du fait de leur nature.

Le trafic

Les émissions provoquées par les rejets des véhicules divers (exploitation, apports/évacuations...) correspondent aux gaz d'échappement des moteurs. Se trouvent parmi les principaux polluants les oxydes d'azote (NOx), les oxydes de carbone (CO et CO₂), les composés organiques volatils (COV), les oxydes de soufre (SO₂), les particules sur lesquelles peuvent s'adsorber les composés organiques (Hydrocarbure Aromatique Polycyclique notamment) et les métaux lourds.

Les émissions des engins et véhicules sont conformes aux réglementations en vigueur et, au regard du niveau d'activité par rapport à la circulation existante à proximité, les gaz d'échappement liés au trafic ne sont pas retenus comme source de danger pour les populations environnantes.

Les émissions des engins et véhicules sont conformes aux réglementations en vigueur et, au regard du niveau d'activité par rapport à la circulation existante à proximité, les gaz d'échappement liés au trafic ne sont pas retenus comme source de danger pour les populations environnantes.

Les process

Les process n'entraînent aucun rejet présentant un danger de nature chimique.

Le fonctionnement des équipements n'est pas retenu comme source de danger pour les populations environnantes

Le fonctionnement des équipements n'est pas retenu comme source de danger pour les populations environnantes.

Les eaux rejetées

Dans le cadre du projet, les eaux pluviales continueront d'être prétraitées avant rejet vers le milieu naturel. Il s'agira des eaux pluviales collectées sur le site, provenant des toitures et des voiries. Les eaux de toitures sont propres non susceptibles d'être polluées et les eaux de voiries transiteront par un déboureur-déshuileur afin de retenir les traces d'hydrocarbures et les matières en suspension qui auraient pu être acheminées depuis les sols jusqu'au réseau de collecte.

Les rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel ne sont pas retenus comme une source de danger de nature chimique.

Les rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel ne sont pas retenus comme une source de danger de nature chimique.

6.3.2. *Danger de nature biologique*

Les agents biologiques peuvent agir sur l'homme en entraînant des infections en présence de microorganismes pathogènes ou en induisant des réactions allergiques en présence de fortes concentrations en microorganismes.

Les matériaux réceptionnés

Parmi les déchets réceptionnés, seuls les déchets verts peuvent être porteurs de microorganismes pathogènes comme des champignons ou des bactéries. Les dangers associés aux microorganismes liés au déchets verts sont essentiellement liés à la respiration de spores ou de toxines pouvant créer des gênes respiratoires ou des allergies.

Ces derniers sont reçus en faible quantité et sont conservés suffisamment peu longtemps pour représenter un danger biologique.

La faible quantité reçue ainsi que le peu de temps d'accueil des déchets sur l'installations permettent d'écarter le risque biologique provenant des déchets verts.

Le process

Les process n'entraînent aucun rejet présentant un danger de nature biologique.

Le fonctionnement des équipements n'est pas retenu comme source de danger pour les populations environnantes.

Les eaux rejetées

Comme vu précédemment, les eaux pluviales sont gérées de façon à ne pas avoir d'impacts toxicologiques.

Les rejets d'eaux pluviales du site ne sont pas retenus comme une source de danger de nature biologique.

6.3.3. *Danger lié aux poussières*

Les poussières peuvent induire une gêne pour le voisinage. En cas de dépôt plus important, elles peuvent également nuire au développement de la flore locale.

Comme expliqué au 3.6, les activités du site sont à l'origine d'émissions de poussières et plusieurs mesures sont mises en place pour en limiter ces émissions. On peut citer par exemple le lavage régulier des voiries et matériels, la limitation de la hauteur de stock des déchets, l'aspersion des gravats si temps venteux si nécessaire, la limitation de la vitesse sur site...

Les émissions de poussières liées au fonctionnement du site ne présentent pas de danger.

6.3.4. *Danger lié aux émissions de fibres d'amiante*

L'amiante présente des dangers pour la santé humaine tels que :

- › H350 – Peut provoquer le cancer ;
- › H372 – Risque avéré d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée.

L'amiante présente un risque dû à l'inhalation des fibres, qui se déposent dans les alvéoles pulmonaires puis tuent les cellules de défense de l'organisme, ce qui finit par créer des amas fibreux qui empêchent les échanges gazeux. Les déchets d'amiante qui seront réceptionnés sur la déchèterie peuvent donc présenter un risque en cas de dispersion et d'inhalation mais uniquement en cas d'incident. En effet, tant que ces déchets conservent leur intégrité, ils présentent des risques faibles pour l'environnement et la santé humaine.

Dans ce cadre, les déchets d'amiante qui seront reçus sur le site auront été préalablement conditionnés dans des emballages appropriés étanches, fermés et scellés avec apposition de l'étiquetage prévu par la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante.

Les protocoles de réception et d'urgence en cas d'incident sont détaillées plus spécifiquement au sein de la « Pièce n°2 – Dossier technique » et dans la « Pièce n°4 – Etude de dangers ».

Ainsi, les procédures de contrôles et de conditionnement des déchets permettent de réduire le risque et d'écarter ces déchets comme source de danger pour les populations environnantes.

6.3.5. *Danger lié au bruit*

L'excès de bruit peut avoir des effets sur les organes de l'audition, mais peut aussi avoir des effets sur l'organisme en général. Il se traduit notamment par des troubles du sommeil et favorise l'apparition du stress chez les individus exposés.

Les populations potentiellement concernées sont celles de l'habitation la plus proche située en face du site, de l'autre côté de la D17.

Les usagers des infrastructures proches comme la D17 ne sont pas concernés car leur perception du bruit est temporaire et de courte durée.

Lors de la dernière campagne de mesures, il apparaît que les valeurs d'émergence respectent les seuils de l'arrêté préfectoral.

Les émissions sonores liées au fonctionnement du site ne sont pas retenues comme source de danger pour les populations environnantes.

Les émissions sonores liées au fonctionnement du site ne sont pas retenues comme source de danger pour les populations environnantes.

6.3.6. **Danger lié à la prolifération d'insectes et d'animaux nuisibles**

La clôture présente autour du site empêchera le passage de tous les animaux de taille importante. Les animaux de plus petite taille et les oiseaux pourront entrer sur le site mais ne devraient pas s'installer durablement sur les lieux d'activité.

Le site accueille des déchets verts (branchages et feuillage uniquement) sur la plateforme, qui sont susceptibles d'attirer des insectes ou d'autres animaux nuisibles potentiellement vecteurs d'agents pathogènes.

Le site est régulièrement dératé et désinsectisé.

La prolifération d'insectes et d'animaux nuisibles continuera à être maîtrisée sur le site.

6.4. **Interprétation de l'état des milieux**

L'analyse de l'environnement autour du site ne met pas en évidence de pollution susceptible de présenter de risques pour les populations riveraines.

Le fonctionnement de la déchèterie SECAF-CHAMFRAY depuis sa mise en exploitation n'a pas altéré l'usage des terrains avoisinants et la biodiversité reste présente aux abords du site. Ainsi, il apparaît que l'état actuel des milieux est compatible avec les usages.

6.5. **Caractérisation des risques et conclusion**

Il faut rappeler que le risque n'existe qu'en présence d'une source de danger et implique un transfert de l'agent dangereux vers les cibles identifiées.

Il apparaît que les principales cibles sont les habitations et activités proches. Les vecteurs de transfert retenus sont : l'air, par l'inhalation ou l'exposition au bruit, et les sols, par l'ingestion directe des poussières déposées.

Les dangers de nature chimique et biologiques ont pu être écartés, de même que les dangers liés à la prolifération d'animaux nuisibles.

Concernant les dangers liés au bruit ou aux poussières, des mesures spécifiques permettent de réduire l'exposition des populations.

Au regard des aménagements et des modalités d'exploitation projetées, l'évaluation des risques sanitaires permet de conclure que le site de Vougy ne présente pas de risques pour l'hygiène, la santé humaine et la salubrité publique dans un cadre d'un fonctionnement normal.

7. *Gestion des déchets*



7.1. **Gestion des déchets du site**

Ce chapitre présente les effets du projet sur le volume et le caractère polluant des déchets, ainsi que les mesures envisagées pour l'élimination des déchets.

Les activités sur la déchèterie SECAF-CHAMFRAY ne produisent que peu de déchets liés au fonctionnement propre du process au regard de l'activité. L'exploitant du site prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les déchets seront soit valorisés soit éliminés dans des installations agréées. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément et traitées dans des installations dûment autorisées.

L'exploitant réalise la traçabilité des déchets produits sur le site grâce aux bordereaux de suivi des déchets (BSD) ainsi qu'au registre de suivi des déchets (valorisation ou élimination). Ainsi la nature et le tonnage des gisements produits sur le site sont identifiés et maîtrisés.

7.2. **Déchets produits**

Les déchets assimilables aux ordures ménagères

Les déchets d'activité économique non dangereux assimilés à des ordures ménagères sont produits en faible quantité par l'exploitation de la déchèterie. Les ordures ménagères et déchets recyclables sont envoyés en filière de traitement des ordures ménagères résiduelles/déchets ménagers recyclables.

Les déchets de maintenance

La maintenance générale des engins est réalisée par des prestataires qui reprennent et gèrent les déchets associés. Il s'agit de déchets non dangereux et de déchets dangereux (batterie, filtres, absorbants et chiffons souillés, dégraissants).

Les déchets de maintenance produits par SECAF-CHAMFRAY sont très limités. Le cas échéant, ils sont collectés séparément et dirigés vers des filières agréées.

Les déchets verts

L'entretien des espaces verts (pelouses, arbres...) génère des déchets qui sont directement gérés sur le site.

Les déchets de débourbeur-déshuileur

Le débourbeur-déshuileur est entretenu par une entreprise spécialisée et les boues et liquides pompés sont dirigés en filière agréée.

Le projet ne modifiera pas la nature et la quantité des déchets produits par le site.

8. Conditions de remise en état du site après exploitation



Conformément aux articles R181-13 et R181-14-I du Code de l'environnement, l'étude d'incidence environnementale indique les conditions de remise en état du site après exploitation.

Conformément à l'article R512-39-2, lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, « l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. »

Lorsque SECAF-CHAMFRAY envisagera l'arrêt définitif des activités du site, elle notifiera au préfet la date de mise à l'arrêt du site au moins trois mois avant celle-ci.

Cette notification précisera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- › L'évacuation des produits dangereux, ainsi que la gestion des déchets présents sur le site ;
- › Si nécessaire, des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- › La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- › En cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Les modalités de remise en état du site ne sont pas définies précisément à ce jour. Elles seront adaptées à la destination future des lieux réhabilités qui, à l'heure actuelle, n'est pas arrêtée.

Après cessation de l'activité, seuls demeureront les bâtiments et les aménagements extérieurs. En fonction de leur état, les bâtiments et les infrastructures pourront alors être conservés ou démantelés à la demande de la commune.

Les équipements et l'ensemble de l'installation seront mis en sécurité. Aucun déchet, ni aucun produit de quelque nature que ce soit ne restera stocké sur le site.

Le nettoyage des installations sera assuré afin d'être sûr qu'aucune substance dangereuse pour l'environnement ne soit conservée sur le site.

Ainsi, le site sera laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger ou inconvénient pour la santé, la sécurité des personnes et l'environnement

9. *Mesures de suivi*



Conformément au Code de l'environnement article R181-14, l'étude d'incidence environnementale propose des mesures de suivi.

Les mesures relatives à l'exploitation du site seront mises en œuvre par l'exploitant. Comme indiqué dans le dossier technique, un rapport annuel d'exploitation sera établi et transmis à la DREAL et au Mairie de Vougy. Sur la base de ces documents, de réunions et de visites de site, SECAF-CHAMFRAY sera en mesure :

- › De suivre les modalités d'exploitation du site ;
- › De vérifier la mise en place effective des mesures d'évitement et de réduction des impacts ;
- › D'identifier les éventuels incidents ou dysfonctionnements des équipements, comme les ouvrages de gestion des eaux ;
- › Le cas échéant, de définir les mesures correctives à mettre en place pour assurer l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction des impacts.

Le site SECAF-CHAMFRAY sera en conformité avec la réglementation ICPE qui prévoit des modalités d'autosurveillance des émissions.

Emissions sonores

Une surveillance des émissions sonores de l'installation permettra de mesurer l'émergence dans les zones à émergence réglementée. Les mesures seront effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Les mesures du niveau de bruit et de l'émergence seront effectuées par une personne ou un organisme qualifié.

Rejets d'eaux pluviales

Les eaux pluviales sont contrôlées annuellement selon la réglementation ICPE.

10. Conclusion



Tant par sa conception que par les procédures d'exploitation et de contrôle, le projet ne générera pas d'impact significatif sur l'environnement.

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts permettront de préserver les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement tels que la commodité du voisinage, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, la protection des eaux et de la santé.

Les mesures identifiées dans la présente étude d'incidence environnementale seront suivies. Cela permettra à SECAF-CHAMFRAY de maîtriser les impacts du site.

L'exploitation du site bénéficiera de toute l'expérience et de toutes les procédures en place dans le cadre de l'exploitation actuelle